AP
20
D32
no. 9

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur :
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

La conférence de Berlin

•

La baisse de l'or, arme secrète de Moscou

•

Les dessous de l'affaire White

•

Y-a-t-il encore une armée française ?

SOMMAIRE COMPLET EN DERNIERE PAGE DE NOTRE COUVERTURE

N° 9 Décembre 1953 Prix : 100 frs

UNIVERSITY OF MICHIGAN

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente, PARIS (6e)

*

COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier-Vignancour, L.-M. Poulain, Maurice Gaït, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Mancho.

A NOS ABONNES

Pour des raisons pratiques, il nous est devenu très difficile d'assurer à nos abonnés l'expédition de trois exemplaires, comme nous l'avions annoncé au début de la parution de *Défense de l'Occident*, lorsque nos numéros ne comportaient que 32 pages.

Nous demandons à nos abonnés de bien vouloir nous excuser si, à partir du présent numéro, nous ne leur faisons que le service d'un seul exemplaire par abonné.

Nous demandons à ceux de nos abonnés qui tiendraient à recevoir les trois exemplaires qui leur ont été annoncés, de bien vouloir nous écrire pour le spécifier, de manière que nous puissions tenir compte de leur réclamation, et leur continuer ce service, autant que possible, comme par le passé.

Copyright by *DEFENSE DE L'OCCIDENT*, 28, rue Serpente, PARIS (VIe)

A NOS ABONNÉS
A NOS LECTEURS

A partir de notre prochain numéro, DEFENSE DE L'OCCIDENT, paraîtra sur 64 pages, sans changement de format et sans augmentation de prix. Cette formule nous permettra de donner une place suffisante au commentaire de l'actualité, sans négliger les articles de doctrine et de discussion qui peuvent aider à fixer les grandes lignes d'une nouvelle position européenne.

En raison du nombre de pages que nous aurons à notre disposition, nous sommes en mesure d'annoncer dès maintenant que nous commencerons, dans notre prochain numéro, la publication de la première partie du Journal d'un homme occupé, *de Robert Brasillach, resté inédit jusqu'à ce jour.*

Nous remercions ceux de nos abonnés et de nos lecteurs qui ont bien voulu nous faire confiance, il y a maintenant un an environ, lorsque DEFENSE DE L'OCCIDENT était une très modeste brochure de 32 pages. Notre revue a vécu jusqu'ici, grâce aux sacrifices d'une poignée de camarades, grâce à leur volonté opiniâtre et à une gestion prudente. Elle n'est soutenue par personne. Aidez-nous donc à la faire connaître et à trouver de nouveaux abonnés et de nouveaux lecteurs.

Parlez de DEFENSE DE L'OCCIDENT autour de vous. Engagez vos amis à l'acheter. Demandez-la à votre marchand habituel : s'il ne l'a pas, il peut se la procurer très rapidement en s'adressant aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, 111, *rue de Réaumur, Paris. Ecrivez-nous si votre ville n'est pas desservie.*

ENVOYEZ-NOUS DES LISTES DE SYMPATHISANTS. *Nous commencerons à partir du prochain numéro une campagne de diffusion systématique, en nous conformant à vos indications.*

FAITES-NOUS DE NOUVEAUX ABONNES. *Que chaque abonné ancien se donne pour tâche de nous amener un abonné nouveau. C'est* votre *appui et* votre *action qui font notre force. En nous aidant, c'est* vous-mêmes *que vous défendez.*

D. O.

Les idées et les faits

LA CONFÉRENCE DE BERLIN

La conférence de Berlin est sans doute la date la plus importante depuis le désastreux traité de Potsdam. Or, comme la conférence de Potsdam, de laquelle sortit notre ruine politique parce qu'il en sortit la ruine politique de l'Europe dont le destin de la France est inséparable, ainsi de celle de Berlin peut sortir notre servitude parce que la servitude de l'Europe signifie aussi la servitude de la France.

Pour soutenir cette attaque décisive, la Russie a tout mis en ligne : l'offensive de l'or déclenchant la menace d'une crise économique mondiale en cas d'échec, la proposition d'Ho-Chi-Minh offrant à la France la fin de la guerre d'Indochine en échange d'une honnête capitulation, l'action concentrique contre la C.E.D. mobilisant contre l'Europe la totalité des forces anti-allemandes en France. Il n'est pas exclu, en outre, qu'au dernier moment, quelque proposition sensationnelle sur l'unité allemande ne mette à la disposition de la Russie deux points de rupture au lieu d'un seul. La conférence de Berlin sera présentée comme une conférence de liquidation de la guerre froide et la grande arme des Soviets sera *d'abord* non la menace, mais l'affectation d'une volonté de détente et de paix, *pourvu qu'il ne soit plus question d'unité européenne*.

Les Etats-Unis partent, au contraire, perdants, car ils expieront dans cette rencontre dix ans de fautes politiques ininterrompues ou insuffisamment réparées. Ces fautes se résument d'un mot : ils ont joué en Europe sur des forces de Front Populaire régentées par les communistes ou secrètement hypnotisées par le prestige du communisme et ils ont refusé obstinément et refusent encore de s'appuyer sur les forces européennes *réellement* anti-communistes. Cette erreur a pour conséquence aujourd'hui la fragilité de leurs alliés et, en particulier, la trahison de leurs alliés français. Si les Américains avaient recherché en Europe et spécialement en France des forces anti-

communistes authentiques, s'ils avaient compris que le seul gage qui pût leur être donné était la dissolution du parti communiste et la guerre sans merci contre les communistes, ils ne se trouveraient pas aujourd'hui menacés par une option qu'ils ont nourrie eux-mêmes depuis dix ans. A cause de leurs fautes passées, ils perdront la conférence de Berlin et ils perdront l'Europe. Et ils seront acculés à la guerre qui sera alors le moyen ultime pour empêcher que le potentiel économique européen et sa richesse en ouvriers qualifiés ne soit utilisé à leur propre destruction.

Les partis français anti-européens triomphent aujourd'hui d'un vote obscur et indécis, ou plutôt ils triomphaient hier : car, aujourd'hui, la peur commence et une lueur d'effroi passe sur les faces hilares. Après avoir beaucoup parlé dans le vide et fort bien ratiociné, ils se trouvent devant le vide, en effet, et cherchent, avec angoisse, ce qu'ils appellent des solutions de remplacement : au bout desquelles, il est trop clair qu'il y a la vassalisation ou la guerre.

*
* *

La solution de remplacement majeure, magistrale, la belle, la grande, le rêve des habiles, le retour à l'alliance soviétique contient, selon les cas, le protectorat soviétique ou la guerre civile.

Si cette alliance franco-soviétique provoque en contre-partie une alliance germano-américaine, on peut deviner sans peine qu'un régime français de front populaire à participation communiste, c'est-à-dire à direction communiste, constitue sur les arrières de l'axe germano-américain une menace qui doit être résorbée. De même que la diplomatie russe jouera le régime de front populaire destiné à faire de la France un Etat semi-satellite, de même la diplomatie américaine jouera l'opposition à ce régime. La France deviendra le champ clos sur lequel se déchaînera cette bataille d'influence. Et elle prendra rapidement une telle violence, et surtout, pour la première fois, étant donné la gravité de l'enjeu, de tels moyens seront mis à la disposition des deux camps que la lutte politique dégénèrera nécessairement en guerre civile. La France risque d'être, dans cette perspective, l'Espagne de 1954 ou de 1955. Elle y perdra son empire colonial dont la possession deviendra capitale pour les deux adversaires, elle y perdra son rang de grande puissance, elle sortira de ce massacre effroyable exsangue et démantelée. Et sur son cadavre même, il n'est pas sûr que la troisième guerre mondiale ne surgisse, comme elle a failli naître de la tragédie espagnole il y a près de vingt ans.

Cette alliance franco-soviétique peut, toutefois, amener une perspective européenne toute différente. On commence à com-

prendre seulement qu'une telle situation est peut-être incompatible avec une alliance germano-américaine, car l'Allemagne, coupée de sa base américaine, privée des énormes arrières nécessaires à toute stratégie moderne, est peut-être, dès le départ, inutilisable dans un système dont la France ne fait pas partie. En perdant l'alliance française, les Etats-Unis perdraient du même coup l'alliance allemande, et ils se replieraient en Europe sur la stratégie périphérique dont ils ont si souvent parlé depuis deux ans. Cette situation ne serait pas tragique si l'Allemagne et la France y répondaient en concluant entre elles une communauté politique et militaire qui serait le premier pas vers une Europe indépendante. Mais il est trop certain que ce n'est pas cela qui se passera. La diplomatie russe se servira du parti communiste français pour rendre cette solution impossible, elle attisera la méfiance franco-allemande pour isoler l'Allemagne après avoir isolé la France. Et elle imposera, à l'Allemagne, en échange de son unification, une participation communiste, destinée à représenter l'Allemagne orientale, dans une formation de front populaire analogue à celle qui aura été établie en France par d'autres moyens. Ce jour-là, la Russie aura réalisé son plan. Par la nature de leur gouvernement, la France et l'Allemagne, divisées mais suivant une voie parallèle, seront incapables d'avoir une politique indépendante. Sous prétexte d'alliance soviétique, elles seront l'une et l'autre télécommandées du Kremlin, comme elles sont aujourd'hui, sous prétexte d'alliance américaine, télécommandées de Washington. Cette demi-sujétion durera le temps qui sera jugé convenable. Puis, un jour, une crise se produira, et le parti communiste est libre de la produire à sa guise, ou un putsch aura lieu, et l'Allemagne et la France en même temps deviendront, après les mêmes étapes, ce que sont devenues la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Il est inutile de dire que, dans cette affaire, notre empire, depuis longtemps, aura « choisi la liberté ».

∴

Il y a d'autres solutions de remplacement, heureusement, il y en a d'autres. Encore faut-il voir qu'elles ne valent pas beaucoup plus cher que la première.

Qu'est-ce que « la grande alliance » dont on a parlé sans autres précisions ? Si c'est une communauté militaire comme la C.E.D., mais avec d'autres stipulations, parfait : mais pourquoi tant de violence contre la C.E.D. si c'est simplement pour introduire une variante ? Si c'est tout autre chose que la C.E.D., c'est-à-dire seulement une alliance de type classique, qu'on peut toujours quitter, dont on peut se dégager à tout moment, avouons-le tout de suite, c'est un moyen d'éviter l'Europe, tout

en affirmant qu'on en est partisan, c'est remuer des mots avec la volonté de ne rien changer aux choses. Cette alliance vague, de laquelle chacun peut se retirer, elle mutile l'Allemagne, et, en même temps, elle ne la retient pas. Et comment ferons-nous pour y maintenir l'Allemagne, à laquelle on promettra pour prix de sa rupture cette réunification à quoi elle tient le plus ? Entre un grand allié méfiant, qui comptera ses avions, qui récriminera devant chaque division nouvelle, qui critiquera chaque promotion de généraux, et ce voisin taciturne qui répètera inlassablement l'offre de son cadeau royal, l'Allemagne choisira nécessairement, inéluctablement, après un temps plus ou moins long, celui qui peut lui offrir l'unité de l'Allemagne. Et que ferons-nous lorsque le bloc soviétique arrivera jusqu'au Rhin ?

La troisième solution de remplacement est celle de Churchill. Elle consiste à ne pas faire d'armée européenne et à faire de l'Allemagne, au même titre que les autres nations, un partenaire militaire du N.A.T.O. Ceux qui proposent cela, au moins, ne mettent pas de masque : ils ne veulent pas de l'Europe, qui ne les intéresse pas, mais ils exigent que les nations européennes leur fournissent l'infanterie dont ils ont besoin. C'est plus clair que la « grande alliance » et on voit au moins où l'on va. Mais ce n'est pas beaucoup plus rassurant.

Car ce système comporte en lui-même presque autant d'inconvénients que la « grande alliance ». Il faut dire *presque*, car le N.A.T.O., comme on le verra dans l'article qui lui est consacré plus loin, est une maison sérieuse, une sorte de Mont-de-Piété militaire d'où l'on ne retire pas son armée aussi facilement qu'on retire son couvert de la table d'hôte appelée « grande alliance ». En outre, le N.A.T.O., c'est la maison où l'Angleterre est chez elle. Adopter cette solution, c'est placer les armées européennes sous le commandement anglo-américain. Nous gardons nos « armées nationales », c'est entendu ; mais elles ne nous appartiennent plus. On voit bien quel jeu brillant cela peut offrir à l'Angleterre, qui s'appuyera tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre de ses partenaires du N.A.T.O. Le front commun des nations européennes disparaît et en même temps que lui disparaît l'espoir pour les nations d'Europe d'avoir le contrôle de leur destin. Isolées et absorbées dans la Communauté Atlantique qui leur fournira leurs armes, leurs plans stratégiques, leurs instructeurs et leurs commandants en chef, elles seront appelées à jouer le rôle brillant que jouèrent autrefois à la S.D.N., la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et qui finit comme l'on sait. De toutes les solutions c'est sans doute la pire, car elle nous enlève l'espoir du relèvement.

***

Voilà où nous ont conduit dix ans d'erreurs des Etats-Unis, combinés avec la peur, les hésitations, les complexes d'une na-

tion femelle qui ne sait plus vouloir, les intrigues des partis, les secrètes préférences des hommes en place pour le « progressisme » et le règne multiforme de la trahison et de la corruption.

De ces « solutions de rechange », pas une n'est assurée de la majorité, et même il est probable que chacune d'entre elles se heurterait à une coalition négative incapable de s'entendre ensuite sur une proposition constructive. A la vérité, la France n'a pas de politique étrangère. Parce qu'elle n'a plus de volonté, de force, de conscience nationale. Nous payons en ce moment dix ans de propagande absurde et haineuse. Nous payons aussi dix ans d'aveuglement. Car, si nous ouvrions les yeux, nous verrions que la France n'est plus une nation dirigée par des Français, mais une nation occupée et secrètement conduite par les agents de l'un ou de l'autre des deux blocs mondiaux, ligotée par les mensonges et les milliards, abrutie par les poisons et les philtres, titubant en pein jour.

Il n'y a pas de « solution de rechange » qui ne soit plus dangereuse à long terme, que le traité médiocre qu'on nous propose, mais que l'usage fera amender. Les hésitations de nos prétendus hommes d'Etat (le récent discours de Bidault est significatif à cet égard) viennent de ce qu'ils s'aperçoivent, enfin, qu'il y a en réalité une contradiction entre l'Europe et la Communauté Atlantique. Devant cette perspective d'une Europe indépendante, d'une Europe franco-allemande qu'ils découvrent au bout de leur lorgnette, ils sont pris d'un incommensurable affolement. Ils se blottissent au sein du N.A.T.O. comme une petite fille qui se réfugie dans les jupes de sa mère. Ils retournent à leurs complexes, à leurs peurs, *ils retournent tous à leur passé.* Mais il est déjà trop tard. Il n'y a de choix qu'entre l'Europe et le vide à la place de l'Europe avec ce que cela comporte de dramatiques certitudes.

*
* *

Cet article était écrit quand les déclarations de M. Forster Dulles ont été publiées. Elles ne changent rien à notre analyse, elles ne font que la confirmer. « L'abandon de l'Europe » ne pourrait être un bien pour nous que si nous étions capables de substituer aussitôt une Europe franco-allemande à l'Europe de la C.E.D. Il est évident que la situation actuelle de l'opinion française ne rend pas cette opération possible. L'Europe indépendante, l'Europe continentale ne peut vivre qu'après avoir été d'abord une Europe C.E.D. Les déclarations de M. Forster Dulles ne font que souligner le caractère aventureux et dangereux d'un coup de théâtre revisant notre politique européenne.

Maurice BARDECHE.

La baisse de l'or, arme secrète de Moscou

La bagarre est déclenchée entre l'or soviétique et l'or américain. Au point que pour éviter tout désordre, Washington a fait savoir qu'il était acheteur de toutes les quantités d'or offertes au cours officiel.

A vrai dire, la hantise des Américains pour l'or soviétique ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte exactement à dix ans ! L'or sera une des quatre ou cinq causes secrètes de la IIIe guerre mondiale, ces causes qui ne sont jamais portées devant l'opinion publiques. Pour comprendre cette question aux répercussions nombreuses sur le marché français, prenons-la à son début.

*
* *

1943. Les trois « grands » d'alors (*exit* France) avaient résolu de se partager les profits économiques du monde, la victoire s'annonçant certaine. Pour délimiter la part de chacun, dans le découpage de la future économie mondiale, une conférence se réunit à Québec. Elle groupait, entr'autres experts, M. Keynes, directeur de la Banque d'Angleterre, M. White, — oui, le fameux White — président du fonds américain d'égalisation des changes et M. Serebrovski, directeur du trust de l'or soviétique. Il s'agissait de déterminer la parité des devises par rapport à l'or.

Disons tout de suite que cette réunion se transforma en conférence de dupes. Anglais et Américains n'avaient invité l'U.R.S.S. que par politesse. Or, c'est M. Serebrovski qui jeta la panique chez ceux qui se croyaient les maîtres de l'or, donc de l'économie mondiale.

La Grande-Bretagne, dans l'incertitude du lendemain, avait volontairement ralenti la production d'or de l'Afrique du Sud. Elle pensait que, pour payer ses dettes aux U.S.A. et rétablir

l'équilibre dans ses finances, il lui suffirait d'intensifier sa production d'or plus tard, au moment opportun : « *Elle jugeait tenir la possibilité de compensation du stock d'or américain, ce qui lui eût permis de ne pas livrer sa production aux U.S.A., en paiement de fournitures* » nota un observateur qui ajouta sur la situation de la production d'or en 1943, les précisions suivantes :

« Le groupe anglais Central Mining-Rand-Mines s'était cru assuré de l'avenir en faisant passer ses extractions à moins de la moitié d'avant la guerre. Il a organisé le sabotage de la production sans comprendre qu'il créait, chez les 58 % de ses ouvriers en chômage, un terrain de choix pour la propagande de Moscou. Quand, affolé par les réclamations de ses actionnaires, il a voulu relever la production (les dividendes étaient tombés à 70 %), il n'a pu y parvenir : les Soviets avaient agi. Puissamment aidés par les Israélites, dont l'émigration fut massive depuis 1933 en Afrique du Sud, les Soviets, au cours des deux dernières années, ont pris en mains la direction des syndicats indigènes, soit 90 % des ouvriers mineurs. En Amérique, le même phénomène s'est produit car les U.S.A., confiants dans leurs stocks, ont totalement stoppé leur aide aux mineurs de l'Alaska ».

La raréfaction de l'or était bien organisée pour conserver un standing international au métal précieux devenu plus que jamais l'arbitre des échanges économiques internationaux.

M. Serebrovski, directeur du célèbre Glavzolo (trust de l'or soviétique) laissa ses partenaires exposer leurs plans. Puis il entra dans le vif du sujet :

« Serebrovski, et son équipe de techniciens, se sont expliqués avec brutalité. Ils ont donné des précisions incontestables sur la production des quatre grands trusts aurifères soviétiques : l'Ouralzolo, l'Altoïzolo, le Primorzolo et le Zapsibzolo. Ils ont précisé aussi que les petits « orpailleurs » étaient encouragés par des bons de vivres et de vêtements. Serebrovski, avec ironie a remercié les ingénieurs américains qui, en 1934, lui ont permis de visiter toutes les installations américaines d'extraction. Aux Anglais il a rappelé avec humour les leçons données, sur le territoire sibérien même, par la Lena Goldfieds, avant le procès du Torgprom, en 1930, qui servit à liquider les Britanniques installés dans les mines d'or russes ».

L'U.R.S.S. se déclarait partie prenante du marché de l'or, sans révéler l'importance de son stock qui n'était pas fantôme, comme elle l'a prouvé par la réévaluation du rouble en 1950. Cette position provoqua une sorte de panique dans le clan anglo-américain. Que s'était-il passé ?

Renseigné sur le jeu de l'or anglo-américain (par White ?), l'U.R.S.S. avait machiné une contre-attaque en sourdine. Secrètement, le Glavzolo avait reçu l'ordre d'intensifier ses extractions

d'or. Les centres soviétiques accélérèrent leur rendement et les Soviets accumulèrent d'importantes réserves *qui pouvaient contrebalancer la raréfaction voulue par les Anglo-Américains*. L'U.R.S.S. venait de démontrer qu'elle pouvait être un producteur d'or aussi puissant que les Anglais et les Américains *réunis*, et qu'elle n'entendait pas voir monter les cours du métal précieux à un tarif élevé « blindant » le capitalisme international.

La Grande-Bretagne avait calculé en égoïste, espérant payer les frais de guerre avec les tributs des vaincus. Elle voulait que son or n'aille pas enrichir les Américains. Elle devait payer de dix ans de privations cette erreur de prévisions. De leur côté, les Etats-Unis voyaient leur fétiche à la merci d'une manœuvre de Moscou sur le marché de l'or. Moscou venait de gagner le droit d'entrer à Berlin le premier.

Sans cette menace de l'or soviétique qui obligea les U.S.A. à réviser leurs projets, il est possible que la France, l'Italie, la Belgique et d'autres, soient sorties écrasées de la victoire alliée. Moscou ne voulant pas entrer dans les vues américaines et prétendant rester libre arbitre de la valeur de son or, il fallut envisager un changement de conceptions tactiques : la France décrocha son titre de quatrième « Grand », l'Italie eut un sort privilégié dans sa défaite, et l'U.R.S.S. devint la cible n° 1 des Etats-Unis. Cause réelle : Moscou contrôle les cours du métal précieux avec d'autant plus d'efficacité que personne ne connait ses stocks disponibles.

Par deux fois déjà et brutalement, l'U.R.S.S. intervint sur le marché international de l'or, pour freiner une tendance de revalorisation... à la hausse. Jamais deux sans trois!

⁂

La dernière offensive soviétique sur le marché de l'or date de 1953. Elle dépassa les précédentes en ampleur. L'U.R.S.S. jeta une centaine de tonnes de métal précieux sur les marchés européens. Laissons les experts discuter sur les causes de cette opération ; besoins économiques, nécessité d'acquérir des produits étrangers, disent les uns ; création volontaire de perturbations dans les trésoreries, c'est-à-dire tentative d'enlever aux U.S.A. la dictature de l'or, assurent les autres ; début d'une offensive contre le capitalisme international affirment des troisièmes. Les trois causes à la fois sont peut-être valables. Peu importe, ne considérons que les résultats.

Devant ces vagues de metal précieux, l'inquiétude régna à Washington et la *Federal Reserve Bank* fut obligée d'annoncer qu'elle achèterait *toutes* les quantités d'or offertes au cours offi-

ciel de 35 dollars l'once. Autrement dit, dans la crainte que les baissiers accusent la dégringolade des cours, les U.S.A. absorbent toutes les offres pour éviter l'effondrement de la cote-baromètre de la richesse américaine. Rappelons que l'once d'or s'était élevée à 44 dollars sur les marchés européens et à 80 sur les marchés asiatiques.

L'or soviétique nationalisé n'a pas de prix de revient. Au cours officiel de 35 dollars l'once, les Soviets jouent sur le velours. Même à moins cher, l'opération serait encore largement payante. Au Plan Marshall qui ne veut presque rien acheter des produits du travail étranger mais qui peut vendre des marchandises américaines à tout le monde, Moscou a opposé l'offre de commercer avec l'extérieur en payant les produits *en or, à un prix raisonnable* puisqu'il est responsable de la baisse du métal précieux.

C'est là le danger le plus grave, et le plus passé sous silence, d'un troisième conflit mondial. Les U.S.A., qui ne peuvent vivre que s'ils exportent, se sentent touchés. Car, rien ne dit que le cours de l'once se maintiendra au cours officiel et qu'il ne se traitera pas à un taux inférieur au marché noir.

*
* *

Washington s'est aperçu que, depuis la Conférence d'Ottawa de 1943, l'U.R.S.S. avait patiemment édifié sa politique de l'or, au point d'intervenir sur les cours mondiaux presque à sa guise. Les U.S.A., les plus grands détenteurs d'or du monde, risquent de voir tout leur système économique battu en brèche si les cours de l'or s'avilissent davantage. Grâce à l'U.R.S.S. qui offrit son or à 35 dollars l'once, Londres et Paris purent augmenter leurs encaisses d'or en lingots soviétiques, donc payer à moindres frais leurs dettes à l'étranger. Il est amusant et paradoxal de constater que l'or soviétique redonna une certaine assurance aux diplomates français et anglais. Ils se sentaient moins parents pauvres.

Moscou a joué une grande partie avec son or. Ce jeu — dangereux — peut-il payer ? Nous n'en savons rien, aussi poserons-nous trois questions :

1° L'U.R.S.S. a-t-elle entrepris de persuader l'Europe occidentale qu'elle pouvait lui être plus utile que les U.S.A., *à meilleur marché*, en lui absorbant une partie de sa production, donc en évitant le chômage, et en payant en or ? (Mise en pratique de la théorie de la « coexistence » proposée en octobre 1952, avant la mort de Staline).

2° L'U.R.S.S. a-t-elle adressé un ultimatum monétaire aux U.S.A. en lui montrant qu'elle interviendrait selon son bon

plaisir sur les cours du métal précieux ? (Personne ne connait les stocks d'or de l'U.R.S.S. qui doivent être plus considérables que les productions aurifères anglaise et américaine réunies).

3° Moscou espère-t-il que, devant cette menace, Washington cherchera un terrain d'entente avec lui et qu'une des clauses de ce compromis pourrait être la « coexistence » assortie d'un cours de l'or, sauvegardant la valeur internationale de la richesse américaine ?

Il y a peut-être de tout çà à la fois dans la manœuvre soviétique qui, aux dires des chancelleries, est la plus grave attaque de l'U.R.S.S. contre les U.S.A. depuis la fin de la deuxieme guerre mondiale.

Le marché asiatique, chinois en particulier, deviendra — tôt ou tard — un marché fermé avec le régime communiste. Donc, plus besoin d'or puisque l'Etat établira les parités intérieures production-consommation avec une monnaie, sorte d'étalon travail, comme en U.R.S.S. Tous les pays entrant dans l'orbite soviétique agiront de même en tendant à l'autarcie ; l'importance de l'or décroîtra au point de n'être plus indispensable au standing des nations. Ce serait la mort de la thésaurisation, des richesses mortes accumulées, c'est-à-dire la mort du capitalisme. Les Etats-Unis qui flairaient déjà le danger sans oser y croire à fond, viennent brusquement d'être placés en face d'une telle éventualité. D'où la déclaration officielle de la *Federal Reserve Bank* de maintenir les cours.

A la veille de la conférence de Berlin, cette brusque attaque sur une des plaques tournantes de tout le système occidental est riche de signification. Elle souligne bien l'importance de la partie qui va se jouer dans la capitale allemande.

La question de l'or étant considérée comme vitale pour les systèmes économiques qui régissent les trois-quarts du monde, l'un des deux Molochs devra céder. Ou bien les deux se mettront d'accord pour se partager le globe terrestre en zones d'influence. Ou bien, une guerre à assez brève échéance tranchera leur différend et arrangera — pour un temps plus ou moins long — les finances des pays gênés aux entournures. Les hommes étant des animaux compliqués, cette offensive de l'or soviétique peut se révéler ainsi un des moyens les plus efficaces de provoquer la guerre sans aucune « agression » apparente.

Pierre FONTAINE.

Les dessous de l'affaire White

La Presse française, qui s'était, il y a quelques mois, si généreusement fait l'écho des événements qui précédèrent l'exécution des espions Rosenberg, s'est curieusement montrée beaucoup plus discrète en ce qui concerne l'affaire White. Si nous exceptons notre excellent confrère « Rivarol », dont les articles de son correspondant américain Warren Hodges contenaient d'intéressantes précisions sur cette affaire qui éclaire d'un jour nouveau les dessous de la politique rooseveltienne, elle s'est surtout préoccupée de la minimiser. Ou bien elle n'en a retenu que l'aspect pittoresque du spectaculaire match télévisé entre Truman et Mac Carthy. Ou bien elle n'a voulu y voir qu'une diversion du parti républicain au lendemain d'une défaite électorale fort soigneusement montée en épingle.

Dans tout cela aucune information objective et sérieuse sur le personnage et sur ses activités. Fait significatif, aucun organe de notre presse « libre » n'a cru devoir signaler à ses lecteurs que ce White était juif et juifs également ses complices, les Nathan Silvermaster, Ludwig Ullmann et autre Nathan Witt.

Or, au risque de passer pour antisémites, nous avouerons ingénuement que c'est précisement ce tout petit détail qui nous intéresse, nous dirons pourquoi, après avoir exposé ce que la presse américaine appelle « l'étrange » cas de Harry Dexter White.

White était juif nous l'avons dit ; ses parents Jacob et Sarah Weiss quittent un guetto lithuanien pour s'installer à Boston à la fin du siècle dernier et c'est dans cette ville que White naît en 1892. C'est un jeune garçon, puis un jeune homme chétif et nerveux, aux ambitions vaguement intellectuelles que l'on voit longtemps hésiter entre les affaires et l'Université. Il opte finalement pour cette dernière au lendemain de la première guerre mondiale, et pendant une dizaine d'années il étudie l'économie

politique et la philosophie à l'Université Columbia et à l'Université de Harvard. Pourvu, en 1930, d'un diplôme de sciences économiques et d'un doctorat en philosophie, il enseigne jusqu'en 1934, dans différents collèges où il laisse le souvenir d'un professeur brillant mais conformiste, distant et d'un extraordinaire orgueil intellectuel.

En 1934, au collège d'Appleton, ville natale du Sénateur Mac Carthy, il fait la connaissance du professeur Jacob Viner, économiste juif réputé, alors fonctionnaire du département du Trésor. On est au début du New Deal Rooseveltien, le nouveau président s'entoure de conseillers juifs, dont l'influence devient rapidement prépondérante. Comment l'obscur petit intellectuel juif n'aurait-il pas sa chance ? Elle s'offre à lui en effet, sous la forme d'une invitation de Viner à séjourner pendant quelques mois à Washington pour y étudier les problèmes de la circulation de l'or et du commerce international. Ce n'est pas d'ailleurs que ces problèmes d'une morne technicité excitent particulièrement son intérêt. Les questions financières n'intéresseront jamais en effet White, que dans l'exacte mesure où leur solution lui paraît commander celle des problèmes politiques, et c'est à l'influence politique qu'il aspire.

Grâce à la protection de Viner, White entre au département du Trésor, alors dirigé par Henry Morgenthau, et il en devient rapidement l'un des fonctionnaires les plus en vue. Ses collègues de l'époque le montrent d'une activité fébrile, très dur avec ses subordonnés et sans égards pour ceux qu'il considère comme ses inférieurs intellectuels, intrigant et bassement flatteur envers ses supérieurs hiérarchiques, desquels il obtient en 1939 la création d'un service de la Recherche monétaire, dont la direction lui est naturellement confiée.

Jouissant d'une très grande indépendance dans l'organisation de ce nouveau service, White a toute liberté pour choisir ses collaborateurs comme il l'entend. Naturellement il s'entoure de juifs : Frank Coe, George Silvermann, Harold Glasser, Ludwig Ullmann, Victor Perlo. Mais ces Juifs sont aussi communistes et membres d'un réseau d'espionnage soviétique, dirigé par un fonctionnaire du département de la défense Nathan Silvermaster. De ce réseau font également partie d'autres fonctionnaires Juifs comme Lee Pressmann et Nathan Witt, ainsi que le journaliste Whittaker Chambers et la militante Elizabeth Bentley, qui par la suite, vendront la mèche au F.B.I. et causeront ainsi tant d'ennuis à ce pauvre Truman.

Glasser et Ullmann voient très vite le parti qu'ils vont pouvoir tirer de l'extrême orgueil et de la soif d'influence de White.

Ils vont donc user avec lui de cette technique de la flatterie que White a si bien mise au point et qui lui a si bien réussi. Le petit juif qui se vantait de pouvoir acheter n'importe qui avec

un compliment, va se vendre comme un vulgaire Goy à Whittaker Chambers ; ce haut fonctionnaire du Gouvernement fédéral, va s'abaisser jusqu'à accepter un de ces tapis d'Orient dont Chambers a coutume de faire cadeau à ses agents, en échange des renseignements qu'il lui fournit par l'intermédiaire de Glasser et d'Ullmann; et c'est ainsi que White, qui, pourtant, n'est pas inscrit et ne s'inscrira jamais au parti communiste, en devient, par pure vanité d'être en contact avec des gens puissants et de jouer son jeu même clandestin sur l'échiquier de la politique mondiale, l'instrument dévoué et conscient.

Certes, jusqu'en avril 1939, époque de la signature du pacte germano-soviétique, à partir de laquelle son réseau d'espionnage entre pour quinze mois en sommeil, White n'est sans doute pas à même de fournir des renseignements très importants, mais, à la fin de 1940, il devient le conseiller le plus écouté de Morgenthau et, en décembre 1941, celui-ci le nomme sous-secrétaire du département du Trésor.

Les Etats-Unis sont en guerre avec l'Axe et avec le Japon, dès lors le parti communiste va non seulement pouvoir obtenir de White des renseignements de la plus haute importance sur la conduite de la guerre car White est spécialement chargé des relations du Trésor avec les Affaires Etrangères, mais surtout il va se servir de l'influence de plus en plus grande que White, à travers Morgenthau va exercer sur les plans que l'administration Roosevelt élabore pour la période d'après guerre.

Bras droit de Morgenthau qui, outre la direction du département du Trésor, assume la présidence d'un comité interministériel des plans économiques de l'après-guerre, il est en fait le véritable auteur de ces plans dont la paternité fut longtemps attribuée à son patron. C'est ainsi qu'on doit le considérer comme l'inspirateur du fonds monétaire international et de la Banque Mondiale créés à Bretton Woods en juillet 1944.

Soutenues par l'administration Roosevelt, ses vues à cet égard prévalurent sans peine sur celles du brillant économiste anglais Lord Keynes.

La Russie soviétique espérait bien ainsi, et ses espoirs n'étaient pas tellement déraisonnables puisqu'en 1946 White en deviendra directeur, contrôler toute l'activité du fonds monétaire international et bénéficier par priorité des prêts de la banque mondiale. Dès cette époque, en effet, White avait mis au point un projet prévoyant, d'une part, l'octroi d'un crédit de 10 milliards de dollars aux Soviets, d'autre part, le ralentissement par les Etats-Unis et pour de longues années de l'exploitation de leurs sources de matières premières, ralentissement compensé par l'achat massif à la Russie de toutes les matières premières qu'elle serait en mesure de leur fournir. La raison économique habilement évoquée par White à l'appui de cette dernière

proposition était le souci de conserver pour les deux prochaines générations les ressources américaines de matières premières. Cette argumentation était adroite et venait à son heure à une époque où un nombre de plus en plus grand d'économistes américains attirait l'attention de l'opinion publique sur les dangers d'une exploitation trop intense et imprévoyante de l'avenir.

Mais il est facile de voir l'immense profit que la Russie aurait retiré de l'adoption d'un tel projet. S'il n'est pas, en effet, actuellement déraisonnable de prévoir une assez longue période de paix armée, n'est-ce pas en raison des graves difficultés économiques que traverse depuis quelques années l'Empire Soviétique ? Qu'en aurait-il été si White avec la complicité de Morgenthau et de Truman était arrivé à ses fins ? Qu'en aurait-il été si Willaker Chambers n'avait pas « mangé le morceau » ?

Si ces magnifiques projets, digne couronnement de la folle politique de Roosevelt, ne virent jamais le jour, White fut en revanche, plus près de réussir avec le fameux plan qui porte le nom de Morgenthau. Sur les instances communistes, White, en collaboration avec les Juifs Harold Glasser et Irving Kaplan, le premier étant spécialement chargé de le surveiller au sein du réseau d'espionnage rouge, élabora un plan destiné à fixer pour longtemps le sort de l'Allemagne vaincue.

Ce plan, comme tous nos lecteurs le savent, prévoyait la destruction de toute l'industrie allemande, l'anéantissement du bassin de la Ruhr, dont les mines devaient être noyées, la réduction de l'Allemagne à un état « pastoral » et ce que l'on sait en général moins, mais c'est un point capital, le retrait rapide de l'armée américaine après la capitulation allemande.

L'Allemagne et l'Europe occidentale devenaient ainsi une proie facile pour l'impérialisme communiste.

On est au début de l'année 1944. Roosevelt et Churchill se rencontrent à Québec au mois de février : Morgenthau qui assiste à la Conférence avec White a apporté le plan préalablement approuvé par Roosevelt pour le soumettre à Churchill et obtenir sa signature. Si, de la part de Roosevelt qu'aveugle la passion anti-fasciste aucune objection n'a été soulevée, il est à prévoir que le vieux Tory sera plus coriace : aussi White circonvient-il Lord Cherwell, son conseiller en insistant sur les dramatiques difficultés financières que traverse alors la Grande-Bretagne. Churchill n'est venu à Québec que pour obtenir un nouveau prêt américain et White fait habilement ressortir à son interlocuteur que les demandes anglaises seront accueillies avec beaucoup plus de faveur si la Grande-Bretagne approuve le plan Morgenthau.

L'effet attendu ne manque pas de se produire. Au moment de la signature des accords Roosevelt fait chanter sans vergogne le descendant de Malborough et insiste pour qu'il signe l'accord sur l'Allemagne avant l'accord financier. Churchill se fait un peu prier, proteste même, mais nécessité fait loi et il appose sa signature au bas des deux accords.

Malheureusement pour les Soviets et bien qu'à cette époque, personne aux Etats-Unis, à l'exception de l'aile droite républicaine, ne s'opposât sérieusement à la folle politique de la capitulation sans condition, lorsque les dispositions éventuelles du plan furent divulguées, elles furent très largement condamnées par les économistes et par les militaires.

White n'en continue pas moins à servir très fidèlement les Soviets. Peu de temps avant la capitulation allemande, l'Ambassade des Soviets fait savoir à White que l'armée rouge désirerait imprimer pour s'en servir dans sa zone d'occupation, des marks identiques à ceux qui auront cours en zone américaine. L'ancienne militante communiste Elizabeth Bentley racontera plus tard aux enquêteurs du F.B.I. comment White remit alors un exemplaire de ces marks d'occupation. Mais cela ne suffit pas à l'Ambassade des Soviets qui fait pression sur White pour que les plaques d'impression lui soient remises. White s'exécute et les Russes vont ainsi pouvoir imprimer des millions de marks américains d'occupation, dont une bonne partie dut être rachetée par les américains, en dollars.

On arrive ainsi aux derniers jours de 1945. Truman a succédé à Roosevelt, Morgenthau a été remplacé par Fred Vinson à la tête du Trésor, mais White juge le moment venu de passer à l'exécution des deux fameux projets qui doivent assurer la reconstruction rapide de l'économie soviétique.

Dans ce but, il demande qu'on le relève de ses fonctions de sous-secrétaire du Trésor et il pose sa candidature au poste de directeur pour les Etats-Unis du fonds monétaire international de Bretton Woods.

Sa nomination reçoit l'approbation de principe de Truman et elle est soumise pour confirmation à la Commission compétente du Sénat lorsque le 4 décembre 1945, le chef du F.B.I., Edgar Hoover, fait parvenir à Truman par l'intermédiaire de son Secrétaire, le général Vaugham, un rapport étayé sur les déclarations d'Elizabeth Bentley et de Whittaker Chambers, concernant les activités de White. Des copies de ce rapport sont également remises au procureur général Tom Clark, à Byrnes et à son sous-secrétaire du département d'Etat Braden, ainsi qu'au Secrétaire à la marine James Forrestal. Ce rapport indiquait les noms des complices de White au sein du réseau d'espionnage rouge et Braden rapportera, quelques jours après la sensationnelle déclaration du procureur Brownell, qu'il y vit même le nom

d'Alger Hiss, conseiller de Roosevelt à Yalta et secrétaire des Conférences de Dumbarton Oaks et de San Francisco.

Comme la Maison Blanche ne réagit pas, le F.B.I. adresse un second rapport le 4 février 1946, dont une copie est remise à Fred Vinson.

Le lendemain le Sénat, dans l'ignorance des rapports du F.B.I., confirme la nomination de White au fonds monétaire international et, à la fin d'avril, Truman accepte sa démission du département du Trésor.

White ne va guère rester qu'un an à Bretton Woods. Sans doute secrètement averti des rapports du F.B.I., mais ce point n'est pas nettement éclairci, il démissionne brusquement de son poste en avril 1947 et se retire dans sa propriété de New-Hampshire.

Quinze mois plus tard, publiquement accusé par Elizabeth Bentley et Wittaker Chambers, il demande à être entendu par la Commission des activités antiaméricaines, où il discute avec âpreté avec les Commissaires, nie toute appartenance au parti communiste, tout en reconnaissant adroitement ses relations personnelles avec les Glasser, Ullmann, Perlo et consorts et se retire après s'être fait applaudir par l'assistance. Trois jours plus tard, le 16 août 1948, White mourait subitement d'une crise cardiaque, prétendit-on. D'un bout à l'autre des Etats-Unis, ce ne fut qu'une longue lamentation des libéraux et des crypto-communistes : la chasse aux Sorcières venait de faire sa première victime.

Telle est l'étrange et significative histoire de Harry Dexter White.

L'affaire White, elle, ne devait éclater que cinq ans plus tard avec les révélations faites le 6 novembre dernier à Chicago, par le procureur général Brownell. Ce retard n'est certainement pas ce qu'il y a de moins bizarre dans cette affaire. Nous ne nous attarderons pas sur les ripostes embarrassées, mensongères et contradictoires du pitoyable Truman. Nous ne nous attarderons pas non plus sur sa confusion lorsque, après avoir déclaré ne rien savoir des rapports du F.B.I., puis avoir révoqué White, puis l'avoir démissionné, il se vit formellement contredit par Byrnes et Braden qui déclarèrent tous deux s'être entretenus avec Truman des rapports du F.B.I. Cette ridicule comédie a été suffisamment évoquée par notre grande presse, dans le but de ne pas parler vraiment du fond de l'affaire, pour que nous n'insistions pas davantage.

Il nous suffit de constater qu'à la fin du match télévisé qui a opposé Truman au chef du F.B.I., Edgard Hoover et où notre grande presse a si complaisamment joué le rôle de l'arbitre qui compte les coups, l'ex-boutiquier du Missouri a été mis k.o. Après tout ce n'est pas mal comme résultat.

Mais soyons sérieux et de toute cette étrange histoire mettons en relief les points suivants :

1° Tous les personnages mis en cause par les enquêtes du F.B.I., de la vedette, si l'on peut dire, aux comparses, sont juifs et ils sont dévoués aux intérêts du communisme mondial. Voilà donc une preuve supplémentaire, s'il en était encore besoin, de la collusion quasi universelle du Judaïsme et du Bolchevisme. L'affaire Rosenberg nous avait déjà indiqué que les procès antisionistes de 1952 ne signifiaient pas nécessairement un changement radical du climat des rapports entre Israël et Moscou ;

2° Tous ces Juifs étaient de fervents adeptes du New-Deal, c'est à Roosevelt qu'ils ont dû leurs invraisemblables promotions, parce que c'est aux organisations et aux Banques Juives que Roosevelt devait ses succès électoraux. Marxistes, ces Juifs voyaient incontestablement dans le New-Deal rooseveltien l'indispensable phase préparatoire à la subversion totale de la Société américaine.

L'affaire White nous montre clairement, d'une part, que cette politique conduisait inévitablement l'Amérique à un triomphe des Juifs et des crypto-communistes, qui, petit à petit, occupaient les points névralgiques de l'Etat américain, Finances et Industrie atomique, d'autre part, que le parti démocrate était incapable de réagir contre cette invasion.

Si Truman n'a pas révoqué White en 1946, c'est parce que, à une époque où les sondages Gallup montraient à quel point sa popularité était en baisse, l'appui de l'aile gauche de son parti, dominée par les Juifs lui était indispensable. La révocation de White aurait signifié la défaite de Truman en 1948 ;

3° Les révélations sur les origines et les circonstances de l'adoption du plan Morgenthau prouvent combien avaient raison ceux qui n'ont cessé d'affirmer que la guerre contre l'Allemagne était une guerre Juive ;

4° Ces prétentions Juives à la domination mondiale n'existent pas que dans les cerveaux détraqués d'antisémites maniaques et illuminés.

L'affaire White nous révèle au contraire que l'idée d'un fonds monétaire international et d'une banque mondiale réglant entièrement la distribution et la circulation de l'or, ainsi que les échanges internationaux est née dans une cervelle Juive. D'ailleurs qui était à l'orgine, représentant de la France à l'organisation de Bretton Wood ? M. Mendès-France, simple hasard, nous n'en doutons pas ;

5° L'affaire White n'a publiquement éclaté que cinq ans après la mort de son protagoniste. Ce retard, nous l'avons dit, n'est pas ce qu'il y a de moins curieux dans cette affaire.

Sans doute dira-t-on qu'elle pouvait difficilement éclater sous le règne de Truman ; mais n'aurait-elle pu être révélée au moment des relations du procureur Brownell a quelque peu surpris et qui excellente arme pour le parti républicain ? Ne doit-on pas plutôt croire que le Président Eisenhower, dont le silence, à la suite des relations du procureur Browell a quelque peu surpris et qui s'est contenté de faire savoir qu'il n'avait jamais vu White et qu'il ne savait rien sur lui, se sentirait, comme on dit, un peu gêné aux entournures ? Ne se rappelle-t-il vraiment pas avoir déjeuné avec White et Morgenthau à son quartier général d'Angleterre, le 7 août 1944, ainsi que nous le précise la revue *Time*, et être devenu à la suite de cet entretien un ferme partisan d'une paix « dure » avec l'Allemagne, ou est-il gêné par le rappel d'inopportuns souvenirs compromettants ?

Pour tout dire, l'affaire White ne serait-elle pas la revanche posthume de Taft, ne sonnerait-elle pas l'heure de Mac Carthy ?

Jacques MAYENNE.

DERNIERE HEURE

L'ELECTION PRESIDENTIELLE

L'élection extravagante de Versailles est un symptôme éclatant de la fin du régime : nous en tirerons les conclusions tactiques dans notre prochain numéro.

Bornons-nous à constater pour l'instant quelques faits :

1° La responsabilité de Bidault dont la candidature ridicule a privé Joseph Laniel des voix qui lui auraient assuré une large avance au premier tour et une élection facile au troisième ;

2° La formation d'une majorité de Front Populaire à participation communiste qui a cherché tout le long de l'élection à imposer son candidat ;

3° La manœuvre socialiste que nous avions annoncée pour imposer une réélection de Vincent Auriol en affaiblissant systématiquement les chances du candidat le plus favorisé ;

4° La probabilité d'une crise présidentielle du type crise Millerand à cause des conditions mêmes de la désignation du Président, quel qu'il soit.

C'est cette crise présidentielle, à peu près inévitable, qui doit pouvoir conduire à la crise de régime.

Y-a-t-il encore une armée française ?

Le récent débat-fleuve à l'Assemblée Nationale sur la Communauté Européenne de Défense a fourni l'occasion aux anti-Européens du Parlement de réaffirmer son incidence fâcheuse sur l'armée française qui risque de se dissoudre dans un amalgame soi-disant européen, prétexte à une réapparition officielle du militarisme allemand.

Des politiciens de toutes tendances, d'ex-anarchistes, des antimilitaristes se joignent aux patriotes chauvins pour défendre l'armée française, symbole de la puissance et de la liberté de la France. Une telle unanimité suffirait à prouver le caractère démagogique d'une campagne qui fait, en réalité, le jeu de Moscou et répond à certains désirs secrets de Churchill.

La Communauté Européenne de Défense, telle qu'elle se présente à la lumière des textes soumis à la ratification des Parlements européens et français en particulier, risque-t-elle de sonner le glas de l'armée française ?

On est en droit de se demander si cet abandon de souveraineté sur le plan militaire que d'aucuns redoutent, ou feignent de tant redouter, n'a pas déjà été consenti lors de l'adhésion de la France au Pacte Atlantique. Le Traité de la C.E.D. prévoit d'ailleurs l'entrée de la Communauté dans le cadre de l'O.T.A.N., auquel elle sera directement rattachée par le canal du S.H.A.P.E., Commandement suprême en Europe continentale.

***

Le S.H.A.P.E., exception faite du Quartier Général Centre-Europe placé sous les ordres du Maréchal Juin, fait une large place aux éléments anglo-saxons. Ceux-ci dirigent le Quartier Général Nord-Europe à Oslo, la Région de la Manche (confiée à des officiers supérieurs britanniques), Sud-Europe à Naples (sous les ordres d'un amiral américain) avec depuis l'admission

de la Grèce et de la Turquie au sein du N.A.T.O., un échelon avancé de ce même Quartier Général à Izmir, tandis que le Commandement de l'Atlantique Nord est assumé par un amiral américain au détriment des Anglais qui obtinrent, pour compenser cette grave atteinte à leur prestige maritime, le commandement du secteur méditerranéen installé à Malte, d'où Lord Mountbatten contrôle l'ensemble des flottes alliées de ce secteur, hormis la 5e Flotte américaine relevant de son commandement national.

Ainsi sur le plan maritime, la France a abandonné une part importante de sa souveraineté au profit du pacte atlantique. Cette situation se retrouve même à l'intérieur du Quartier Général Centre-Europe, que dirige le Maréchal Juin, en particulier à l'A.A.F.C.E. (Quartier Général Centre-Europe de l'Aviation) où le maréchal de l'Air britannique Sir Basil Embry vient de réorganiser son Etat-Major, en plaçant à sa tête quatre officiers anglais, deux canadiens et deux américains contre deux français et quelques représentants des pays du Bénélux. Dans le cadre du S.H.A.P.E. et du N.A.T.O. et conformément aux engagements contractés à la conférence de Lisbonne, la France a consenti à mettre sur pied 14 divisions, dont 3 blindées, ainsi que 28 escadrons de chasseurs à réaction et des unités navales, dont les éléments déjà en place ne rélèvent plus du commandement français mais du commandement suprême atlantique par l'intermédiaire du S.H.A.P.E. La présence du Général Gruenther, secondé par le Maréchal Montgomery, suffit à démontrer la large part prise par les anglo-américains au sein du N.A.T.O : une fraction importante de l'Armée française échappe d'ores et déjà au contrôle du gouvernement et du parlement. L'Armée française au sens strict du mot n'existe que dans la mesure où l'on parle des forces d'Extrême-Orient, d'Afrique ou de la Métropole, non placées sous le commandement atlantique.

L'Organisation atlantique dirigée par un Comité d'Etat-Major où siègent des représentants de tous les pays membres et le Conseil Atlantique réunissant les ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Economie des gouvernements signataires, donne certes à chaque pays la faculté de défendre son point de vue propre et de participer à l'élaboration de la stratégie commune. Il n'en reste pas moins que la France, handicapée par son instabilité politique et ses crises gouvernementales chroniques, a accepté un abandon de souveraineté en faveur d'un organisme extra-européen, organisme qui, en dernier ressort, échappe au contrôle des puissances continentales européennes puisque dominé largement par les nations anglo-saxonnes. La position de la France est encore rendue plus précaire en raison de sa qualité « d'homme malade de l'Europe ».

Une preuve supplémentaire de cette état de chose est fournie par la présence de Lord Ismay au poste de Secrétaire général de N.A.T.O. Il ne faut pas non plus négliger le fait que la France est largement tributaire des Etats-Unis, dans le domaine logistique et financier (aide supplémentaire à l'Indochine, commandes « off shore », aérodromes N.A.T.O. en France et en Afrique du Nord, fourniture de matériel de guerre, etc...).

L'Armée française se trouve ainsi réduite et cette situation a provoqué un certain malaise, dont la presse se fit l'écho l'an dernier en révélant le mécontentement d'officiers européens du S.H.A.P.E. en face de la prépondérance américaine dans les organismes N.A.T.O. Un climat analogue se fait jour à l'A.A.F.C.E. en réponse à la main-mise britannique.

Ce qui a pu faire dire à certains officiers français que notre armée était commandée par le Général Gruenther.

*
* *

Le projet d'Armée européenne prévoyant l'intégration d'éléments nationaux (sortes de divisions légères et très mobiles de 13 à 15.000 hommes selon l'arme) au stade du corps d'armée ne signifie pas une aggravation majeure de la position actuelle de l'armée française. Celle-ci intégrée dans l'Armée européenne relèvera toujours du même commandement extra-européen, la seule nouveauté résidant dans l'adjonction d'un organisme supplémentaire, la C.E.D., servant d'intermédiaire auprès du S.H.A.P.E. et surtout dans l'apparition de contingents allemands. Les protocoles additionnels, dont la rédaction et la mise au point provoquèrent d'âpres controverses, confirment l'existence de forces françaises nationales, d'une armée française réduite, nécessaire à notre présence en Afrique, en Extrême-Orient et au maintien de l'ordre intérieur. Si la C.E.D. entre en application, elle ne sonnera pas pour autant le glas de l'armée française, car les abandons majeurs de souveraineté ont déjà été consentis lors de la signature du Pacte Atlantique. Elle aura cependant une conséquence précise: l'apport d'un contingent allemand égal en droit et la participation d'officiers d'état-major allemands au commandement commun.

C'est cette évidence qui joue le rôle de dénominateur commun des adversaires de l'armée européenne. Tous les anti-européens en général et les anti-C.E.D. en particulier, animés par des intérêts divergents et passagèrement réunis par démagogie dans un but de tactique politique évident, manifestent de cette manière leur hostilité à tout réarmement allemand. Il n'y a pas d'autre raison à la cristallisation des oppositions sur ce traité. Surtout pas de soldats allemands sous quelque forme

que ce soit, ou à la rigueur des troupes allemandes, sortes de « Lansquenets de l'Europe » sans représentation dans les états-majors, parce que tout de même on ne voudrait pas voir les Allemands au balcon tandis que les autres nations combattraient pour défendre le sol européen : une Allemagne corsetée, selon une formule très en vogue chez nos parlementaires, et alimentant en hommes une espèce de Légion étrangère atlantique.

Cela suffirait à expliquer l'hostilité rencontrée par la C.E.D. dans les milieux plus ou moins soumis directement à l'influence de Moscou ou à certains intérêts extra-européens qui préfèrent noyer la défense européenne dans une organisation atlantique afin de pouvoir, si leur politique l'exige, perpétuer l'antagonisme franco-allemand.

La Communauté Européenne de Défense, grâce à la participation allemande, peut un jour se dégager de l'emprise anglo-saxonne et devenir une armée européenne au sens propre du mot, c'est-à-dire créée et commandée par des Européens, alliée aux puissances atlantiques mais non dépendante de ces dernières. Mais il faut admettre pour cela que l'Allemagne jouera alors son juste rôle dans une communauté continentale européenne. C'est justement cette perspective que la coalition anti-européenne repousse. En réalité, nos hommes politiques savent bien que le contrôle de l'armée française n'est déjà plus entre nos mains. La « disparition de l'armée française » n'est pour eux qu'un slogan polémique qui masque d'autres préoccupations.

Colonel XXX.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

UNE DECLARATION DU BUREAU DE LIAISON DU MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN

Le Bureau de Liaison du MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN communique :

Les discussions internationales sur l'armée européenne ont découvert la faiblesse et les antagonismes de l'intégration politique et militaire de l'Occident.

La dernière note du gouvernement Soviétique a provoqué des réactions très diverses à Londres, à Paris, à Boon et à Washington. L'opinion française a vu dans la proposition de Moscou d'une conférence des ministres des affaires étrangères des quatre grandes puissances une raison d'ajourner la ratification du pacte de l'Armée Européenne. Dans les discussions de l'Assemblée nationale française, plusieurs orateurs avaient déjà, avant la réception de la note soviétique, préconisé un rapprochement entre la France et la grande puissance communiste. La réaction anglaise a été positive, mais froide. En Allemagne occidentale, au contraire, on a montré une méfiance profonde, tandis qu'aux Etats-Unis, les porte-parole du State Department ont déclaré que la note ne marque aucun changement de la ligne générale de la politique internationale soviétique, et que son but a été seulement de retarder la consolidation politique et militaire de l'Europe occidentale.

Derrière ces réactions, on peut retrouver tous les traits caractéristiques de la politique de pouvoir classique des Etats en Europe et en Amérique. La peur de la France à l'égard de l'Allemagne, le système de balance anglais, la tendance allemande à créer une position forte au milieu de l'Europe, et la volonté intacte des Etats-Unis de continuer sur le plan mondial l'expansion qu'ils ont commencée par la colonisation à l'Ouest de la « frontière » entre les premières colonies et les territoires des Indiens. Tous ces phénomènes qui ont provoqué dans le passé, la faiblesse permanente de notre continent, restent encore aussi vigoureux qu'auparavant derrière les coulisses de Strasbourg.

Quand nous avons, lors des premières réunions du *Mouvement Social Européen*, critiqué la politique de Strasbourg, notre intention n'était nullement de nous montrer hostiles à une intégration Européenne. Au contraire, nous avons voulu défendre l'idée d'un rassemblement des nations Européennes dans une communauté libre et indépendante. Nous n'avons pas voulu attaquer la nation Américaine, mais nous avons voulu proposer une collaboration entre l'Europe et l'Amérique considérée comme deux facteurs égaux dans la politique mondiale. Et nous avons voulu montrer que les méthodes de Strasbourg ne peuvent pas réaliser le but même du Conseil Européen, parce

que le principe d'action choisi à Strasbourg contient toutes les causes des conflits nationaux en Europe.

La situation actuelle nous a donné les preuves de la justesse de notre position. La situation actuelle montre l'échec de la méthode employée pour réaliser l'intégration occidentale. Une alliance Franco-Russe, une alliance Washington-Bonn et une Angleterre qui aspire à la position d'un médiateur — c'est la conséquence logique des conditions actuelles. La division de l'Europe ouvre la porte aux colonnes rouges de l'Orient, ou bien un bloc Allemand-Américain oblige une France sans confiance en elle-même, sans force et sans indépendance, à accepter une politique qui ne la satisfait pas. L'avenir de l'Europe dépend aujourd'hui de la force militaire du peuple allemand, cela ne fait aucun doute : mais l'Europe sans une France forte, une France, dont la force est puisée dans son propre passé, n'est pas une véritable Europe. Le danger communiste ne peut pas être prévenu par des forces Européennes payées par les Américains, organisées par les Américains et dépendantes des Américains, parce qu'une défense couronnée de succès n'est possible que si les forces combattantes sont inspirées par une confiance totale en elles-mêmes, en leurs possibilités et en leur but. La défense de l'Occident contre la menace communiste est possible seulement par une collaboration organisée entre une Amérique nationale et une Europe nationale, une Europe, qui a éliminé ses conflits et qui a coordonné ses traditions nationales au service d'une culture commune.

Le gouvernement américain a fait aujourd'hui une expérience concluante, l'expérience de la solidité des relations entre les Etats-Unis et l'Espagne qui contraste avec la fragilité des relations établies au moyen du Pacte Atlantique. Cette expérience est la vérification de l'exactitude du jugement politique présenté dans les résolutions de nos précédents travaux. La conception de Strasbourg représente une phase de l'évolution qui est déjà dépassée. Ou une Europe divisée, une Europe que les conflits de son histoire pousseront à la catastrophe définitive — ou une renaissance des forces nationales de tous ces pays, un renouvellement politique et moral, un progressisme nouveau, porté par la solidarité sociale et les traditions spirituelles de la culture Européenne.

Renaissance n'est pas restauration. Nous n'avons pas à nous lier aux forces du passé, aux Bourbons éternels, nous avons à créer les bases d'une politique nouvelle, une politique nationale, qui pourra amalgamer la thèse et l'antithèse du passé dans la grande synthèse de l'avenir. Les extrémismes de la droite et de la gauche doivent être remplacés par le rassemblement des forces de la nation, les conflits des partis politiques et des groupes sociaux par la coopérations des forces au service de la communauté.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui obligés d'arriver à une conclusion. Ils ne peuvent continuer leur collaboration avec l'Allemagne occidentale, représentée par le chancelier Adenauer, sans risquer d'aboutir à une politique qui sera peu à peu une politique anti-française et qui provoquera tôt ou tard une guerre nouvelle en Europe, une guerre qui verra la France du côté des forces soviétiques. C'est une évolution hypothétique, mais une évolution de catastrophe qu'il faut éviter par tous les moyens possibles. Mais ils peuvent aussi changer leurs alliés en Europe. Ils peuvent enfin constater l'impossibilité de continuer la collaboration avec les tendances qui sont responsables du système de 1945, les tendances crypto-communistes, dont l'anticommunisme est seulement une attitude occasionnelle dans une situation imprévue. L'avenir de la civilisation blanche dépend du choix américain entre des gouvernements incapables, incompétents et inconstants, et les forces qui représentent la tradition anticommuniste des nations Européennes. La seule solution du problème actuel est d'accepter le fait que les ennemis de la guerre

passée doivent être des alliés dans un combat commun contre un ennemi commun. Une politique de reconciliation nationale et idéologique est maintenant le seul chemin vers l'avenir.

Malmö, 10 décembre 1953.
PER ENGDAHL,
Chef du bureau de liaison
du *Mouvement Social Européen.*

Une réunion d'Etudes
de « Nazione Sociale »
à Milan

Le groupe Nazione Sociale, *membre de la Section italienne du Mouvement Social Européen vient d'éditer en une importante brochure de* 54 *pages in-4°, les rapports de la réunion d'études de Sainte-Marie-Majeur consacrée aux questions sociales. Cette réunion présidée par le professeur Ernesto Massi et à laquelle prirent part notamment Mirko Tremaglia et Giuseppe Ciammaraconi, dont nos lecteurs ont pu lire des articles dans le n° 3 de* Défense de l'Occident, *a mis en relief les conclusions suivantes :*

« Le professeur Massi définit en premier lieu le caractère propre de la crise sociale contemporaine et se demande si elle doit être considérée comme une manifestation de forme classique des crises cycliques du système capitaliste. Sa réponse est catégorique. Cette crise est aujourd'hui celle du capitalisme tout entier ; le prolétariat n'est plus un phénomène uniquement industriel mais agricole et intellectuel. La lutte sociale axée autrefois sur les revendications de salaires et une revalorisation du pouvoir d'achat des masses se transpose sur le plan économique et politique par un désir de participer à la direction économique ainsi qu'aux bénéfices de l'entreprise. Une nouvelle structure sociale doit surgir, libérée de critères inspirés d'une période révolue, faisant du travailleur l'objet de l'économie et plaçant cette dernière au service de l'homme.

La crise sociale prend ainsi un caractère moral. L'instabilité du système économique actuel, en proie à des crises périodiques, soumis à d'incessantes fluctuations, menace de façon constante la sécurité des travailleurs qui tendent à se fixer dans leur condition de prolétaires, vivant en quelque sorte en marge d'une société fermée et hostile. La mécanisation du travailleur, la destruction de sa personnalité, telle sont les conséquences morales résultant de certaines formes d'organisation scientifique de la production. Les syndicats devront s'attacher autant aux aspects moraux du problème du travail qu'à ses incidences économiques et financières. Il faut s'attaquer à la fois aux effets et aux causes du mal, mener la lutte sur le plan économique et psychologique afin de créer un climat nouveau modifiant de façon radicale les rapports entre ouvriers et patrons au sein de l'entreprise.

L'objet d'une société nouvelle reste la déprolétarisation, c'est-à-dire l'édification d'une société différente dans laquelle une large place sera faite aux producteurs et aux travailleurs. Ceux-ci devront participer sur un pied d'égalité à la gestion de l'entreprise et être directement intéressés à la marche de l'entreprise par une participation effective aux bénéfices. Un tel changement ne sera obtenu qu'à la suite de réformes de structure dans les domaines économiques, politiques et financiers. Une politique de plein emploi, un juste salaire considéré comme *le revenu du travailleur* et non plus seulement comme un élément constant du coût de la production, telles sont les principes d'une semblable organisation sociale.

Le groupe d'études a particulièrement suivi l'évolution du syndicalisme européen au cours des dernières années pour constater sa perte de vitesse et sa crise profonde. Contraints de se défendre contre les pressions exercées sur eux par les groupes économiques, livrés à la surenchère démagogique des partis politiques, ils s'avèrent incapables de défendre les travailleurs.

Cette crise a été aggravée par la cassure entre les syndicats dominés par les communistes et les syndicats libres, mais elle traduit surtout la stagnation fonctionnelle d'un syndicalisme incapable de résoudre les

problèmes nouveaux nés des exigences du monde moderne. Il en résulte une désaffection des travailleurs qui ont perdu confiance en leur action, et, fait symptômatique, ceux qui, dégoûtés, ont quitté les centrales rouges restent isolés et inorganisés.

Les problèmes relatifs à l'évolution sociale dans l'entreprise et les différentes tentatives et réalisations dans ce domaine ont été examinées, comme le droit de co-gestion en Allemagne Occidentale (Mitbestimmungsrecht), la législation sociale de Vérone, les comités mixtes de production et de co-gestion. Les différents orateurs mirent l'accent sur le côté moral et psychologique du problème qui doit, à leur avis, faire l'objet des études les plus poussées.

En conclusion, le Professeur Massi déclara que les réformes sociales ne peuvent être uniquement obtenues par décret au moment où un groupe politique parvient au pouvoir. Elles doivent d'abord commencer à vivre dans la conscience du peuple et, en particulier dans les organismes chargés de défendre ses intérêts. Cela doit constituer le désir le plus noble d'une minorité qui n'accepte pas de rester en marge de la vie économique, mais veut jouer son rôle dans la nation. »

Le prochain Congrès du M.S.I.

La situation en Italie cause de graves inquiétudes aux observateurs étrangers. Le résultat le plus clair du règne de Gasperi a été le développement intensif du parti communiste, et des organisations crypto-communistes, qu'il faut attribuer pour une bonne part au régime de persécution politique appliqué aux partis nationaux anti-communistes. Dans ces conditions, le prochain Congrès du M.S.I. prévu pour janvier prochain, prend une importance toute particulière.

En prévision de ce Congrès, les tendances de gauche ont décidé de former un front unique dont les animateurs sont le professeur Massi, de Milan, le député Bruno Spampanato, directeur du grand hebdomadaire *Noi*, et le député Enrico Endrich, directeur de *l'Italia Sociale*.

A la suite d'un échange de vues qui a eu lieu à Rome au début du mois de décembre, a été publié le communiqué suivant :

« En prévision du prochain Congrès du M.S.I. se sont rencontrés à Rome, le professeur Ernesto Massi, MM. Manlio Sargenti et Luigi Mosillo pour *Nazione Sociale*, les députés Bruno Spampanato et Giovanni M. Angioy, ainsi que M. Raffaèle Delfino pour *Noi*, le député Enrico Endrich, le Dr Giorgio Bacchi et le Dr Diano Brocchi pour *Italia Sociale*, lesquels ont constaté l'identité de leurs vues sur les problèmes posés par le développement du M.S.I. Il a été décidé, en conséquence, en vue du Congrès, de réaliser la concentration des groupes mentionnés pour la réalisation d'une politique républicaine sociale et la présentation commune d'une motion unique ».

Les termes « une politique républicaine sociale » sont une allusion au programme de la république sociale de Vérone, fondée par Mussolini en 1943, programme que nous avons déjà présenté à nos lecteurs dans le n° 3 de *Défense de l'Occident*.

A la suite du communiqué publié par *Noi*, figure l'indication que deux députés du M.S.I., Carlo Colegnatti, député de Trieste, et Giuseppe Calabro, ont aussitôt donné leur adhésion à cette initiative.

Le contre-mémorial de Bruno Spampanato

L'époque dramatique de la République Sociale Italienne fondée par Mussolini après la capitulation de Badoglio est à peu près inconnue du public français, et elle a été profondément déformée par la propagande antifasciste en Italie. Bruno Spampanato, ancien directeur du *Messagero*, aujourd'hui député du M.S.I. et directeur de l'hebdomadaire *Noi*, a été un témoin oculaire de cette période sur laquelle, il a gardé une précieuse documentation.

Appelé par Mussolini, aussitôt après son « enlèvement », il parti-

cipa à l'élaboration de ce régime nouveau, par lequel Mussolini revint, trop tard, hélas, au socialisme de ses débuts et voulut donner un sang nouveau au mouvement fasciste. Il eut l'occasion de suivre de très près l'évolution de Mussolini, il fut au cœur de cette tentative désespérée pour redresser une situation, que la politique la meilleure était, du reste, impuissante à redresser et qui ne dépendait plus que du sort des armes. Mêlé à tous les événements, directeur de la propagande de la R.S.I., constamment en relations avec Mussolini et avec les principaux responsables du nouveau régime, il est sur cette période un témoin de premier ordre.

Objectif et courageux, son livre est celui d'un homme qui a gardé la fierté de son rôle de combattant. Indispensable pour l'histoire de cette période par la richesse de sa documentation, vivant et alerte, enrichi d'une abondante série de photographies inédites, c'est un magnifique ouvrage qui intéresserait certainement le public français en lui révélant un aspect de l'Italie qui lui est tout à fait inconnu.

L'obscurantisme s'étend sur l'Europe

Nos lecteurs connaissent, à coup sûr, l'étonnant jugement du tribunal de Nantes, sur le livre de Bernard Roy, *Les Grandes Heures de Nantes et de Saint-Nazaire*. De telles sentences prouvent quelle surveillance étroite les régimes qui se disent « de liberté » entendent faire peser sur la liberté de l'écrivain et spécialement sur celle de l'historien. Leur pouvoir étant fondé sur un formidable mensonge historique réalisé en huit ans de bourrage de crâne, il importe avant tout que la vérité ne puisse pas être rétablie. Nous nous félicitons de voir que l'Union des Intellectuels Indépendants a décidé d'ouvrir une campagne énergique pour protester contre ces méthodes.

Cette législation spéciale fait partie d'un ensemble préparé de longue main. En Italie, l'apologie du fascisme est frappé des mêmes peines qu chez nous l'apologie du régime de Vichy. Et l'on sait que par « apologie », la nouvelle jurisprudence désigne non pas l'exaltation ou la louange, comme on pourrait le croire, mais une atmosphère, une tendance, qui peut se manifester simplement, sans qu'il soit nécessaire d'aller chercher plus loin, par des *attaques* contre les ennemis de Vichy ou du fascisme, etc... On peut aller loin avec de pareils textes.

Le gouvernement Adenauer, qui n'est jamais en retard quand il s'agit d'entraves hypocrites à la liberté, n'a pas voulu être dépassé sur ce terrain. Le poulain du Chancelier, le jeune ministre de l'Intérieur Schrœder prépare présentement une loi qui permettra de poursuivre les auteurs de livres « susceptible de réveiller les sentiments nationaux-socialistes ». Ainsi se boucle le système.

Qu'il nous soit permis de trouver très regrettable que le catholicisme soit mêlé à cette politique de persécution. Va-t-on recommencer à brûler les livres ? Est-ce une Europe cléricale et inquisitoriale que veut le Chancelier, avec Congrégation de l'Index et liste Otto ? Singulière étourderie chez un Chancelier très chrétien qui passe pourtant pour un vieux renard.

Disons, toutefois, à la louange des journaux allemands, que cette belle proposition de loi a rencontré en Allemagne plus d'opposition que les entreprises analogues qui ont lieu chez nous. Est-ce l'opinion allemande qui nous donnera désormais des leçons de liberté ?

Etudes et Tribune libre

CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE

Y a-t-il intérêt à traiter encore d'un tel sujet si souvent débattu ?

Pour des esprits informés par une étude sérieuse de la politique soviétique, un tel problème est depuis longtemps résolu. Cette continuité ne fait pas de doute.

Il semble cependant qu'il ne soit pas inutile d'y revenir, puisqu'aujourd'hui encore, trente-six ans après la Révolution d'Octobre, cinquante ans après la naissance du Léninisme et après trois cents ans d'Histoire de la Russie Moderne, tant d'hommes d'Etat, tant de commentateurs (et pas tous de mauvaise foi), se laissent abuser par les aspects immédiats et combien changeants de la politique soviétique.

Ce phénomène n'est pas neuf, il a joué constamment au bénéfice de la politique russe au cours des XVIIIe et XIXe siècles, et il joue constamment au bénéfice de la politique soviétique depuis 1917.

C'est sans doute la raison pour laquelle, malgré le danger capital constitué par la Russie tsariste d'hier et par le monde soviétique aujourd'hui — danger signalé par Custine, par Bonaparte, par Tocqueville, par Jaurès, et par tant d'autres depuis — jamais n'a pu s'établir, pour faire face à ce danger, un Front Unique des nations menacées.

Pourtant jamais les Russes d'hier ni les Soviétiques d'aujourd'hui n'ont fait mystère de leurs buts expansionnistes.

Au cours du XIXe siècle le nombre des écrivains et historiens panslaves a été au moins aussi nombreux que celui des pangermanistes, et leurs écrits pour le moins aussi virulents. Le thème de la Troisième Rome a informé d'une façon cons-

tante la partie de l'Intelligentsia russe qui n'était pas révolutionnaire. Cependant, ni les hommes d'Etat ni les penseurs occidentaux n'y ont prêté — et de loin — une attention aussi grande que celle qu'ils ont accordée au pangermanisme.

Faut-il attribuer à la distance géographique ou aux formes complexes qu'a pris tour à tour l'expansionnisme russe puis soviétique, la méconnaissance d'un danger si réel ?

Certes, à tel ou tel moment, certaines nations occidentales sont entrées en conflit avec la Russie tsariste ou soviétique, mais ces conflits n'ont connu qu'une forme épisodique et momentanée. Il n'y a jamais eu, contre l'expansionnisme tsariste ou soviétique, de conflits semblables à ceux qui ont lutté victorieusement contre l'expansionnisme napoléonien ou germanique.

La continuité et l'efficacité de la politique panslave et de la politique d'expansionnisme soviétique qui lui a succédé, a été favorisée par un ensemble d'éléments qu'il convient de rappeler.

La position géographique de la Russie, la plaçant au centre du continent eurasiatique, a favorisé le jeu constamment poursuivi sur les deux fronts, européen et extrême-oriental.

Alors que dans le cas d'une Allemagne — de superficie relativement réduite — le jeu politique et militaire sur deux fronts s'est révélé constamment désastreux, dans le cas de la Russie — étant donné l'immensité des distances et le déséquilibre des forces occidentales ou extrême-orientales — le jeu politique et militaire sur deux fronts s'est révélé à peu près constamment favorable.

La tournure d'esprit des peuples slaves qui forment l'essentiel de la population de l'Empire Soviétique, leur passivité, leur souplesse et leurs qualités d'endurance et de courage physique et intellectuel, ont favorisé cette politique et ont permis toutes les volte-face les plus brusques et les plus inattendues.

La richesse du sol (d'une partie au moins) et du sous-sol de ces immenses espaces, conférant à l'Empire Soviétique la possibilité de vivre en autarcie, a été un autre instrument favorable de cette politique.

Le mépris enfin de la personne humaine et de la vie qui a été constamment une des caractéristiques des méthodes de gouvernement tsariste, aussi bien que des méthodes de gouvernement soviétique, a été un autre élément favorable à la poursuite de cette politique.

Il convient de ne pas oublier encore cette autre caractéristique de l'esprit russe, passé maître dans l'art du camouflage et de la mise en scène, maîtrise qui se manifeste sur le plan politique comme sur le plan artistique.

Hier la poursuite de la politique expansionniste slave était

freinée intérieurement par l'incapacité du régime tsariste décadent et corrompu, Lénine a donné à l'Empire Russe, devenu l'Empire Soviétique, la raison de sa politique et le fondement idéologique neuf d'une doctrine à la fois dynamique et souple que ne pouvaient plus constituer ni le légitimisme tsariste, ni la vieille Eglise orthodoxe.

Sur le plan idéologique, Lénine, tout en demeurant un marxiste conséquent, a su donner à la doctrine de Marx et d'Engels, un peu trop rigide et schématique, la force de la souplesse, qui lui permet désormais toutes les acrobaties tactiques sans pour autant que le fond en soit altéré.

La Troisième Rome, que les écrivains panslaves du XIXe siècle rêvaient sous la forme d'une expansion indéfinie de l'Eglise orthodoxe, rajeunie, appuyée sur un autocratisme actif, est devenue, sous la puissante impulsion du Léninisme et du Stalinisme, la force d'expansion du Communisme mondial appuyé sur le puissant Etat Soviétique, fortement centralisé et hiérarchisé, mettant au service d'une politique éminemment réaliste, toute faite de souplesse tactique, la force d'une véritable religion nouvelle dont les adeptes sont répandus à travers le monde et particulièrement en Europe occidentale et en Asie extrême-orientale.

*
* *

Depuis trente ans, et avant même la prise du pouvoir, ni Lénine, ni ses disciples, ni ses successeurs, n'ont jamais fait mystère de leurs buts, et de leurs méthodes.

Le Léninisme est une méthodologie au service du Marxisme, et le but de cette association de doctrine et de méthode a été et demeure ouvertement proclamé : c'est l'avènement du Communisme dans le monde, et cela par tous les moyens. La lecture des œuvres de Lénine, de Staline et de leurs disciples est d'un enseignement lumineux à ce propos. Toutes les souplesses tactiques y sont préconisées, l'usage de tous les paravents, de tous les compromis est admis, l'utilisation de tous les sentiments, individuels ou collectifs (même de ceux qui peuvent apparaître comme les plus éloignés du marxisme), y est recommandée.

Le Léninisme fonde ses espoirs sur le développement des contradictions au sein de la société capitaliste et sur les conséquences catastrophiques que ces contradictions doivent avoir pour cette dernière, mais il n'oublie pas de se servir des sentiments *nationaux* des peuples opprimés. Un des arguments les plus importants de la méthode léniniste est l'utilisation des aspirations nationalistes des peuples coloniaux.

Le Léninisme professe que le Communiste conséquent doit utiliser au maximum tous les antagonismes possibles existant

en fait ou en puissance dans le monde qui n'est pas communiste : antagonismes économiques, antagonismes raciaux, antagonismes politiques, religieux, sentimentaux ; c'est sur cet immense clavier que jouent avec une science consommée les chefs d'orchestre de la politique soviétique.

Il est remarquable de constater avec quelle continuité les dirigeants de la politique soviétique — qui ont toujours été les dirigeants du Communisme international — ont appliqué ces principes fondamentaux formulés par Lénine.

Lénine, lui-même, n'hésita pas à proclamer une nouvelle politique économique, sachant bien qu'il ne s'agissait que d'un moment tactique de la lutte pour la consolidation du pouvoir des Soviets, alors que beaucoup de gens — à l'intérieur comme à l'extérieur de l'U.R.S.S. — se méprirent sur ce premier grand tournant.

Par la suite :

— qu'il s'agisse du problème de la liquidation des koulaks et par conséquent de la N.E.P.,
— qu'il s'agisse du retour à une certaine forme de la propriété privée ou bien de la priorité inconditionnelle accordée au développement de l'industrie lourde et de l'électrification, ou encore, tout dernièrement, de la mise au premier plan des nécessités de l'industrie légère et du développement de la production des biens de consommation,
— qu'il soit question hier de la création des agro-villes, ou, aujourd'hui, d'un plus grand développement de la petite et moyenne exploitation agricole,
— qu'il s'agisse, au lendemain de la Révolution, d'une large autonomie des peuples autochtones (n'oublions pas que Staline lui-même fut le premier Commissaire du Peuple aux nationalités), ou qu'il soit question par la suite de la lente mais sûre russification des territoires périphériques,

toutes ces variations, toutes ces volte-face, ne constituent qu'un long cheminement en zig-zag, mais un zig-zag qui se maintient invariablement dans l'axe d'une ligne droite et ferme : la « Ligne générale ».

La « ligne générale » est une expression qui est bien oubliée aujourd'hui, mais bien à tort incontestablement, de la part de ceux dont c'est le métier d'étudier et de connaître la politique de l'Union Soviétique. Mais ces variations et ces volte-face dont nous venons de donner quelques exemples sur le plan de la politique intérieure de l'U.R.S.S., ont été bien plus importantes, bien plus spectaculaires encore, sur le plan de la politique extérieure.

Celles-là sont beaucoup plus présentes à l'esprit de chacun, et il est à peine besoin de les rappeler :

— Politique d'expansionnisme militant à la périphérie de l'Union et subversion violente à l'intérieur des Etats Capitalistes, poursuivie en pleine période de guerre, caractérisée par l' « annexion » de la République Socialiste de Géorgie, de la République de Mongolie, par la guerre contre la Pologne ; caractérisée aussi par les tentatives de révolution en Hongrie, en Bavière, en Allemagne, en Italie et même en France, puis, repli sur soi-même et « digestion » de la Révolution.

— Attention presque exclusivement consacrée à l'Extrême-Orient et à la Chine (c'est l'époque de Borodine à Canton), puis, encore, sourire aux pays occidentaux qui veulent bien répondre à ces avances, quel que soit le régime intérieur de ces pays. C'est Rapallo, l'utilisation des techniciens mili-militaires et industriels Allemands en U.R.S.S., l'établissement de liens économiques avec l'Italie fasciste, le rétablissement de relations diplomatiques avec la plupart des pays occidentaux, l'action de la diplomatie soviétique au sein de la S.D.N., sa prise de position à la tête du mouvement anti-fasciste,

— Puis, c'est le coup de théâtre spectaculaire du 23 août 1939 : le Pacte germano-soviétique, l'agression contre la Finlande, l'annexion des Pays Baltes, le chantage à l'encontre de l'allié du moment, l'Allemagne hitlérienne,

— Puis encore : la période du « grand amour » stalino-rooseveltien et stalino-churchillien, jalonnée par des noms de lieux de conférences : Téhéran, Yalta, Postdam, qui sont autant de victoires soviétiques,

— Au lendemain de la victoire sur le Fascisme : l'annexion de tout l'Europe Orientale,

— En Extrême-Orient, le soutien accordé — après lui avoir été longtemps refusé — à Mao-Tsé-Toung,

— La soviétisation intégrale de l'immense Empire Chinois, après avoir signé un pacte avec Tchang-Haï-Chek, sous l'œil bienveillant du Département d'Etat.

Il y aurait à citer encore les vingt prises de position différentes et contradictoires de l'U.R.S.S. au sein de l'O.N.U., et au cours des conférences secondaires qui ont eu lieu entre les vainqueurs de 1945, depuis la fin des hostilités jusqu'à nos jours.

***

Mais il est remarquable que, si à l'intérieur de l'Union Soviétique — quoique l'on en ait pu dire et bien qu'il ait pu paraître — aucun de ces tournants tactiques n'a provoqué un recul

de la puissance du régime, de même sur le plan extérieur aucune des volte-face de l'Union Soviétique n'a correspondu à un recul profond du mouvement expansionniste soviétique.

Lorsqu'il y a eu recul, ce n'a été que pour mieux sauter, dans un avenir généralement assez proche.

On peut observer encore le même processus, que l'on pourrait appeler sinusoïdal, en ce qui concerne l'attitude des dirigeants soviétiques en tant que chefs du Communisme International, et par voie de conséquence, les positions qu'ont été amenés à prendre les partis communistes dits « nationaux » au cours des trente dernières années.

Les uns ou les autres — parfois en même temps, parfois sans apparente unité — passant de la lutte de classe à la politique d'union nationale, de l'anticléricalisme le plus violent et le plus bas, à la politique de la main tendue, de l'antimilitarisme le plus échevelé à la glorification des « gueules de vaches », de l'exécration de la politique bourgeoise et du parlementarisme à la collaboration étroite avec la bourgeoisie et la participation ministérielle.

Et tout cela encore, pour le plus grand bien de la politique soviétique et pour le développement toujours plus grand du Communisme International !

Malgré des reculs apparents ou momentanés, les Partis Communistes n'ont cessé de se développer en France, en Italie. L'influence communiste (ce qui n'est pas la même chose que le Parti, mais aussi important sinon plus), n'a cessé de se développer parmi les milieux intellectuels et les cadres politiques des Etats-Unis, et même de l'Empire Britannique.

Ainsi la politique de l'Union Soviétique et du Communisme International, qui en fait ne constituent qu'une seule et même chose, se sont développés selon une ligne de pensée absolument rigide, et avec des succès qu'il est à peine besoin de rappeler, car ils s'inscrivent sur la carte du monde et dans les statistiques.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la poursuite d'une telle politique, sans déviation fondamentale, s'exerçant dans des domaines si divers et si vastes, à des époques différentes, n'a pas dépendu, une fois encore *malgré les apparences*, de telle ou telle personnalité.

Le Communisme, qu'il s'agisse de la conduite des affaires de l'Union Soviétique ou de son action sur le plan international, a toujours su — par une sorte d'auto-désintoxication — éliminer sans à coup ni dommages importants tous les éléments, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou de collectivités, qui auraient pu freiner son expansion ou la faire dévier de la ligne du marxisme-léninisme orthodoxe.

Les nombreuses purges, allant de la disgrâce de Trotski à

celle de Béria, les remaniements brusques et incompréhensibles opérés au sein des directions des partis communistes dits « nationaux » (en France par exemple de Frossard à Marty), n'ont jamais exercé une action fâcheuse de quelque importance ou de quelque durée, sur le développement expansionniste de l'Union Soviétique ou du Communisme International.

Le Communisme constitue une immense force idéologique, une sorte de religion nouvelle appuyée sur la puissance matérielle, politique, militaire et économique, d'un immense Empire s'étendent de l'Elbe à l'Océan Pacifique, et peuplé de près d'un milliard d'êtres humains, ayant des adeptes fanatiques se comptant par millions dans tous les pays du monde, et dont un certain nombre — à demi ou totalement clandestins — occupent des postes de commande dans les appareils politiques, militaires et économiques, des Etats Capitalistes qu'il s'agit de réduire.

Cette force immense, animée d'une volonté d'expansion illimitée, dirigée par un petit groupe d'hommes qui, indépendamment de leur valeur propre, ont la possibilité d'exercer un pouvoir inconditionné sur tous ceux qui les suivent — volontairement ou non — constituent l'appareil de subversion le plus formidable que le monde ait jamais connu.

C'est le Christianisme à l'époque de Constantin, mais d'un Constantin dont la puissance matérielle aurait été portée au cœfficient cent ou mille. C'est un Islam dont l'ambition ne connaît pas de limite.

*
* *

Mais ce qui est plus remarquable encore que cette force du monde soviétique et du Communisme international, faite d'une volonté de permanence intransigeante dans ses buts fondamentaux, mettant à son service toute la souplesse tactique qu'une telle continuité dans l'effort et dans la pensée peut seule permettre, c'est de constater les réactions de ses adversaires et de ceux qu'elle considère comme ses futures victimes : réactions faites de faiblesse, d'incompréhension, de paralysie intellectuelle et physique.

En effet, excluons tout d'abord les Communistes et les crypto-communistes avoués ou non du monde entier, et ne considérons que ceux parmi les hommes d'Etat, les hommes politiques, les écrivains, les penseurs, les dirigeants économiques, qui sont inconstestablement dans le monde occidental des adversaires du Communisme. Nous remarquerons que tous, ou presque, au cours des trente dernières années se sont constamment trompés dans l'appréciation des faits et gestes du pouvoir soviétique et du Communisme International.

Il n'est pas un panneau-réclame aussi grossièrement brossé

fut-il, présenté par l'Union Soviétique — qui n'ait constitué un mirage pour les hommes d'Etat occidentaux.

A chaque tournant de la politique intérieure de l'Union Soviétique, à chaque purge, on a espéré que le régime allait changer ou même disparaître, pour faire place à on ne sait quel nouveau système se mettant au diapason de la sacro-sainte Démocratie.

A chaque note, à chaque discours, d'un des chefs de l'Union Soviétique, on a attribué le sens d'une évolution plus ou moins décisive vers ce qu'il est convenu d'appeler une « normalisation » des rapports avec le reste du monde.

On s'est obstiné, et l'on s'obstine encore, à ne pas vouloir comprendre que tous les actes des dirigeants de l'Union Soviétique doivent être examinés sous deux angles : celui de leur importance immédiate, en fonction de la situation du moment, et celui de leur importance dans la ligne générale du Communisme, c'est-à-dire dans sa lutte pour la conquête du monde.

C'est sans doute parce qu'il n'existe plus dans les sphères dirigeantes des puissances occidentales, de grands desseins politiques, que les hommes qui détiennent le pouvoir dans ce pays sont incapables d'imaginer que d'autres dirigeants politiques — et singulièrement ceux de l'Union Soviétique — puissent, eux-poursuivre un grand dessein qui informe, anime, et conditionne tous leurs actes politiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

C'est peut-être la raison pour laquelle les hommes politiques occidentaux sont incapables de concevoir la politique autrement qu'au jour le jour.

Il en est de même des élites économiques du monde occidental.

Et les Soviétiques ont beau jeu d'opposer les intérêts particuliers de l'une ou de l'autre puissance, de tel ou tel groupe capitaliste.

C'est ainsi qu'il est possible de voir Winston Churchill — qui tout au long des derniers volumes de ses « Mémoires » ne cesse de citer des exemples de la duplicité soviétique — nourrir le rêve sénile d'une rencontre avec Malenkov, par le moyen de laquelle il apporterait au monde on ne sait quelle paix.

C'est ainsi qu'il est possible de voir l'Angleterre en conflit avec les Etats-Unis d'Amérique pour des questions aussi secondaires dans le grand combat d'aujourd'hui que les problèmes d'Iran, d'Egypte, du Soudan ou de Hong-Kong.

C'est ainsi qu'il est possible de voir neuf parlementaires français, dont l'anti-communisme est incontestable, s'en aller en pélerinage faire de l'ethnographie le long de la rivière Neisse pour savoir si cette ligne frontière entre la Pologne et l'Allemagne est valable ou non !

C'est ainsi que des industriels français, anglais et d'autres

pays occidentaux, s'en vont en Chine communiste, pour négocier des contrats d'affaires, considérant comme quelque chose de capital que par ce moyen quelques usines capitalistes puissent encore tourner quelques années, avec des bénéfices appréciables !

C'est ainsi que d'autres hommes d'affaires des puissances occidentales, font le jeu de la politique soviétique dans le domaine de l'or.

Ne parlons pas — sinon pour mémoire — des intellectuels dont la préoccupation essentielle est de chanter les louanges d'un régime qui fera d'eux des « robots ».

*
* *

Il faut bien voir les choses telles qu'elles sont. A l'occasion de chaque problème important qui se pose dans le monde occidental, par on ne sait quel maléfice, les dirigeants politiques, intellectuels et économiques du monde occidental les plus nettement anti-communistes, prennent des positions telles qu'elles ne sauraient être que favorables à la poursuite de la politique d'expansionnisme soviétique.

On a pu dire que le monde occidental se trouvait en face du Communisme comme l'oiseau en face du serpent.

Il n'est pas nécessaire que le serpent s'agite beaucoup pour vaincre. Il n'est pas nécessaire qu'il attaque. Il suffit au serpent de *savoir ce qu'il veut* et d'avoir en lui-même, l'extériorisant par ses yeux, une puissance telle que l'oiseau soit réduit à l'impuissance ; mieux, que, fasciné, il s'avance lui-même et s'engage dans la gueule du serpent qui n'a plus qu'à l'engloutir.

Ainsi le problème de la connaissance du Communisme, de sa force idéologique et matérielle, de ses buts, des moyens qui lui sont familiers pour les atteindre, est-il le problème essentiel du moment.

S'il est des hommes qui considèront le triomphe éventuel du Communisme comme le plus grave danger qui ait jamais menacé l'humanité, ils doivent prendre conscience de ce danger, de son immense puissance, des formes multiples de cette puissance, et doivent envisager de la combattre.

Pour cela il faut que le monde occidental cesse de jouer le rôle de l'oiseau devant le serpent.

Il n'est point nécessaire d'organiser des Croisades ni de partir en guerre. Aussi bien des Croisades composées d'éléments disparates n'auraient sans doute pas plus de succès aujourd'hui que n'en ont eu celles qui s'organisèrent il y a quelques siècles.

Il est probable que si les choses continuent de ce pas, une

guerre deviendra inévitable, et dans les plus mauvaises conditions possibles.

Si, par contre, le monde occidental prend une conscience exacte du péril qui le menace, organise sa défense, et d'abord son unité... alors pourra être faite l'économie d'un conflit.

Il faut que les hommes qui ont ou auront la responsabilité de diriger les Nations qui ne sont pas Communistes, sachent qu'on ne peut pas lutter efficacement contre le Communisme en le suivant toujours sur le terrain où il lui plaît de se placer, qu'on ne peut pas lutter efficacement contre le Communisme en lui offrant toutes les possibilités de propagande et d'action, à l'intérieur des pays mêmes qu'il veut conquérir.

Il faut avoir une ligne de conduite aussi ferme que celle du Communisme. Ce qui n'empêche pas de parler avec les dirigeants Communistes, de discuter avec eux, et de signer même avec eux des compromis provisoire, mais des compromis qui n'aboutiront pas toujours inévitablement à la victoire du Communisme.

Il faut que l'économie du monde occidental s'organise d'une manière telle qu'elle permettre l'avènement d'une véritable justice sociale.

A ce moment-là, le Communisme aura perdu quatre-vingt-quinze pour cent de son attrait actuel pour les masses prolétarisées d'Europe, d'Amérique ou d'Asie.

Il faut donner aux hommes du monde occidental un grand espoir nettement défini dans l'espace et le temps, comme l'est celui qu'apporte le marxisme-léninisme aux peuples de l'Union Soviétique.

Alors il sera possible d'envisager le reflux de la vague communiste qui, depuis 1917 jusqu'à ce jour, a déjà submergé tant de terres et tant de peuples.

Pour cela, il ne faut plus que des Parlements occidentaux, même sous le prétexte de raisons juridiques ou sentimentales, suivent leurs groupes communistes sur les sentiers où il leur plaît de les conduire.

Chaque fois que des Communistes ont voté avec des Bourgeois dans un Parlement quelconque, ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient et leurs votes ont fait avancer d'un pas le Communisme vers ses buts finaux.

Il ne faudra plus voir des groupes d'industriels ou d'hommes d'affaires pactiser avec le Communisme.

Certes, l'Union Soviétique, tels ou tels Partis Communistes dits « nationaux » ont pactisé parfois avec des groupes capitalistes, mais ce faisant ils savaient ce qu'ils faisaient, et ces prises de contact, ces bouts de chemin accomplis ensemble — ou ces échanges — ont abouti chaque fois à une augmentation du potentiel politique ou économique de l'Union Soviétique ou à

une infiltration d'éléments communistes dans l'appareil économique capitaliste, et cela, encore une fois, a fait avancer d'un pas le Communisme vers son but.

Il devra être inadmissible de voir des intellectuels ou des artistes pactiser avec le Communisme.

Certes, les Soviets et le Communisme ont recherché souvent le contact avec les intellectuels et les artistes bourgeois. Mais toujours ils en ont tiré bénéfice.

Ils ont su tirer de ces intellectuels et de ces artistes des déclarations, ou bien l'illustration de leur seule présence. Le fait de leur présence a donné à telle manifestation du Parti un tel lustre que cela a pu déterminer des adhésions et un accroissement d'influence du Communisme.

Il devra être inadmissible de voir des prêtres — par définition anti-matérialistes — se commettre avec le Communisme.

Certes, il est arrivé souvent au Communisme de rechercher les contacts avec des représentants des diverses Eglises. Mais dans ces contacts, encore une fois, c'est le communisme qui a gagné. Les prêtres ont perdu leur foi ou ils ont été irrémédiablement compromis. Le Communisme a fait de nouveaux adeptes, il a avancé d'un pas vers son but final.

Pour certains, ce rappel pourra paraître inutile, voire même fastidieux.

Nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire, au moment où tant d'adversaires du Communisme, considérés comme sérieux, prennent pour argent comptant les déclarations et les actes des dirigeants soviétique qui ne sont que monnaie de singe.

Aucun redressement politique et économique valable et durable, tant en France qu'en Europe, aucune mesure sérieuse de défense de l'Occident, ne sera possible tant que l'on ne considèrera pas comme une évidence la nécessité de placer au premier plan de toute action la lutte efficace contre le Communisme. Et la connaissance approfondie de son ennemi, de ses méthodes d'action, est la première condition de la victoire.

Victor BARTHELEMY.

Eléments d'une nouvelle idéologie

Nous donnons ici la suite des Eléments d'une nouvelle idéologie *de notre camarade Per Engdahl, dont les premiers chapitres ont été imprimés dans le n° 4 de DEFENSE DE L'OCCIDENT.*

Nous avons indiqué dans notre dernier numéro que ces Eléments d'une nouvelle idéologie *avaient été retenus comme un travail de base reflétant les grandes lignes de l'orientation proposée pour le* Mouvement Social Européen.

IV

PEUPLE, SOCIETE, ETAT ET COMMUNAUTE

La plus haute communauté humaine est aujourd'hui le peuple ou la nation. Géographie, race, langue, communauté sociale et politique, conditions économiques, traditions historiques sont les éléments de l'unité nationale.

L'influence de la situation géographique n'est pas toujours facile à mesurer, mais elle joue, en qualité de fondement de la vie économique, un rôle incontestable. Les grandes plaines basses favorisent l'établissement d'un centralisme autoritaire, tandis que les pays de montagne divisent le peuple en petites tribus installées dans les vallées et donnent naissance par là au développement de constitutions libres. Ce fait ne saurait cependant être érigé en règle générale. La Suisse constitue l'exemple typique d'un peuple montagnard libre, mais la Norvège du moyen âge nous fournit, avec son royaume tout-puissant, l'exemple d'un peuple montagnard où le pouvoir central avait triomphé de l'isolement des vallées. L'influence de la situation géographique sur le développement culturel est indéniable et,

à travers la poésie et l'art, la situation géographique agit de façon indirecte sur la formation de la conscience nationale.

L'importance du rôle joué par la race est encore mal connu. Les peuples du continent européen sont un mélange des cinq variétés de la race blanche, mais n'ont pas pour cela perdu leur unité nationale. L'unité de l'Amérique du Nord se trouve en revanche menacée par la minorité noire, ce qui n'est pas le cas dans les Etats sud-américains, le Brésil par exemple. Ici, le mélange entre blancs et gens de couleur est très prononcé. Mais le danger de mélange entre des races très inégales est certain lorsque l'on peut constater que le type national est brisé par un tel mélange sans être remplacé par un autre. L'interdiction des mélanges raciaux aux effets malheureux ne doit pas cependant conduire à une échelle de valeur des races. Même si des représentants de deux races conviennent de ne pas marier leurs membres les uns avec les autres, ils peuvent reconnaître leur égalité de droit réciproque et entretenir les meilleures relations humaines.

La langue joue un très grand rôle dans l'unité nationale, ce qui ressort du fait que les différences de langage aggravent les frontières nationales. La poussée allemande vers l'unité de tous les éléments parlant allemand constitue l'exemple typique de la création d'une communauté linguistique. Cependant la langue nest pas un facteur indispensable à la formation d'une nation ; la Suisse en fournit la preuve. L'ordre social et politique joue également un rôle important dans la formation de la conscience nationale. Toutefois, là aussi, l'existence de minorités nationales vivant à l'extérieur des frontières prouve qu'un peuple peut ne pas se composer uniquement de citoyens d'un Etat, mais aussi d'hommes possédant des affinités linguistiques, culturelles et raciales à l'extérieur du territoire de l'Etat.

*
* *

De ces considérations on doit conclure que le facteur le plus important pour la formation de la conscience nationale est la tradition historique. L'importance de l'inconscient dont les complexes apparus pendant la prime enfance influencent tout le développement de la personnalité, nous explique très clairement par comparaison l'importance de la tradition historique. Il y a des peuples sans support géographique commun — la nation juive —, sans race commune — les peuples du continent ou l'Angleterre —, sans langue commune — la Suisse —, sans ordre social et politique commun — les Kurdes ou les Arméniens —, mais il n'y a pas de peuple sans histoire commune.

Il est cependant évident que c'est l'ordre social et politique, c'est-à-dire les institutions, qui donne à un peuple la faculté de développer ses aptitudes et ses qualités et de jouer un rôle actif dans l'histoire.

L'ordre social ou la société est l'organisation du peuple qui permet la réalisation de ses tâches matérielles et spirituelles. La société exige la division du travail entre différents groupes, division dans laquelle chaque groupe reçoit une mission particulière. Ses problèmes sont d'ordre économique et social, les problèmes économiques englobant ceux de la production tandis que les questions sociales incluent les rapports entre les groupes sociaux et à l'intérieur de chacun d'eux.

L'Etat est l'organisme qui préside à cette division du travail. Il incarne l'unité du peuple, il est l'arbitre entre les groupes sociaux et les intérêts économiques et il a pour fonction de réaliser les aspirations populaires.

On parle, en particulier dans les théories démocratiques, de l'incarnation par l'Etat d'une soi-disant volonté populaire. Cette volonté populaire est censée s'exprimer par le moyen d'élections générales. Mais il est démontré que cette volonté populaire ne peut jamais être rencontrée. Lors des élections, l'opinion se fractionne en différents partis et les partis sont presque toujours les instruments de différents intérêts sociaux et économiques ou de confessions religieuses en lutte les uns avec les autres. Absolument aucune volonté populaire précise ne ressort de ces élections démocratiques. Les consultations populaires des Etats dictatoriaux ne peuvent pas davantage être considérés comme l'expression d'une volonté populaire avec leur approbation de la politique gouvernementale presque à 100 % ; elle serait plutôt la conséquence d'une habile suggestion des masses. La volonté populaire n'est donc pas un fait que l'on peut constater d'une manière scientifique, mais au contraire un produit de la mythologie démocratique.

Il existe néanmoins un intérêt national qui peut être constaté d'une manière objective. Mais *primo*, les interprétations de cet intérêt national sont très différentes selon les individus et souvent déformées par les revendications sociales et autres; *secondo*, seule une élite politique possède les facultés intellectuelles propres à saisir cet intérêt national dans son ensemble; et *tertio*, le consentement du peuple aux mesures susceptibles d'assurer la réalisation de cet intérêt national ne peut être que le résultat d'une propagande faite par cette élite. Cette constatation a dû être reconnue par les théoriciens de la démocratie, et c'est pourquoi, par exemple, ils défendent la primauté du Parlement contre les référendums populaires, ce qui est particulièrement le cas en Suède.

Notre conception de l'Etat en tant qu'arbitre et moteur de

la nation nous amène à rechercher une forme d'Etat qui puisse placer à la tête de la nation un groupe d'hommes indépendants des intérêts sociaux et économiques. Notre conception de la société en tant qu'organisation du travail nous amène aussi à considérer la société comme une communauté de travail. Le problème principal de la vie sociale est alors l'établissement d'une collaboration conforme aux buts à atteindre entre les différentes forces sociales.

L'Etat est aujourd'hui un Etat national. Mais l'évolution actuelle de l'histoire a pour résultat la jonction des peuples en de plus grandes unités. La Communauté Continentale est le cadre futur qui doit servir à rassembler des nations différentes. La réalisation des grandes Communautés Continentales est le but de l'histoire moderne.

V

L'ECONOMIE

La mission de l'économie est de satisfaire les besoins naturels de l'homme. Nourriture, vêtements et habitations constituent les besoins les plus simples, les plus élémentaires. Avec le développement de la civilisation, ces besoins deviennent toujous plus grands et plus complexes. L'économie n'était d'abord que la collecte de vivres, mais peu à peu l'homme apprit à construire des outils en vue de mieux pourvoir à ses besoins. La collecte fut le premier travail. La fabrication d'outils a été la première forme de capital. Le capital peut être considéré comme du travail économisé. Car, afin de pouvoir fabriquer des outils, l'homme primitif dut y consacrer un temps qu'il aurait pu utiliser autrement à la recherche de sa nourriture. La consommation la plus grande possible du moment devait être réduite afin de permettre une consommation encore plus grande à l'avenir. Le capital est la condition de toute consommation plus élevée.

Travail et capital ont été désignés comme les deux facteurs de la production, mais on doit, pour être fidèle à la réalité, prendre également en considération l'initiative en tant que facteur supplémentaire. Les premières haches de pierre furent créées par des hommes doués d'imagination et capables d'une initiative originale. Ils furent les premiers *entrepreneurs* qui, non seulement exécutaient un travail en vue de créer quelque chose de nouveau, mais aussi en élaboraient les plans et les modalités. L'initiative est un élément créateur dans l'économie et doit pour cette raison être mentionnée en qualité de troisième facteur de la production.

L'économie moderne repose en principe sur les mêmes bases

que celle de l'âge de pierre. Les besoins élémentaires de l'homme sont restés les mêmes. Seules les formes extérieures ont changé et sont devenues toujours plus complexes. Le premier problème de la science économique est, même dans l'économie de l'ère industrielle, de retrouver le vieux sentier de l'âge de pierre. Travail, capital et initiative jouent aujourd'hui le même rôle qu'autrefois. L'exécution du travail est la condition de toute production, mais le capital-outillage doit toujours exister si l'on veut que le travail obtienne un résultat. Le capital fournit les outils, les machines, les locaux industriels et les moyens de transports. Il permet le stockage des matières premières nécessaires à l'industrie moderne. Le capital-outillage doit toujours être renouvelé. Le capital-outillage hors d'âge doit être remplacé. Sans renouvellement du capital-outillage, toute extension de la production est impossible. C'est pourquoi c'est toujours un problème de déterminer ce qui peut être consommé du rendement du travail, et ce qui doit être investi en capital-outillage. Plus le développement économique est poussé, plus grande est la part du capital-outillage dans la production. C'est pour cette raison que des investissements nouveaux doivent être faits d'une façon continuelle. Limiter ces investissements signifie renoncer à l'accroissement de la production. Les salaires ne peuvent être maintenus à un taux élevé que si la production est soutenue et garantie par des investissements continus. L'équilibre entre la part du travail et la part des investissements est par conséquent la condition fondamentale d'un développement économique sain.

Investir, c'est épargner. Investir signifie que des hommes renoncent à consommer afin de rendre disponible une part de la production qui doit servir à renouveler l'outillage. Le développement industriel signifie sous ce rapport, une augmentation énorme du capital travaillant dans la production. Il a multiplié les résultats de notre travail. Le standard de vie de la grande masse s'est élevé à un stade jusqu'ici insoupçonné. Dans l'ancienne société d'économie agraire, la plupart des hommes étaient esclaves de leurs muscles. La machine a délivré l'homme de cet esclavage. Nos bras ont été prolongés par la machine. Le résultat de leur capacité de production est multiplié. Ce fait a démontré la nécessité de l'épargne-investissement pour aboutir à l'élévation du standard de vie des masses.

*
* *

Mais la possibilité d'exploiter les innovations techniques dépend de la capacité d'absorption du marché. Les méthodes de production artisanales ne permettaient que de petites entreprises à production limitée. Au contraire, les machines ont créé les

conditions de la production massive de l'époque moderne. Elles exigent un apport constant de grandes quantités de matières premières et un vaste marché, afin que leur abondance de marchandises puisse être écoulée. La technique moderne travaille « en grande série », principe selon lequel un produit est fabriqué en très grande quantité par une entreprise. Le coût de la abrication du produit est abaissé lorsque le produit en question eut être fabriqué en plus grande quantité. Le resserrement des narchés signifie que la grande série ne peut être utilisée et que e coût de la production augmente. La différence entre l'économie des Etats-Unis et celle de l'Europe réside dans l'unité du narché américain et le cloisonnement du marché européen.

Le rôle de l'économie politique est donc de réaliser la plus grande collaboration possible entre le travail, le capital investi et l'initiative et de créer le plus grand marché possible. Mais cette action exige la liberté pour l'initiative, la sécurité pour e travailleur, la stabilité pour la monnaie et un consentement commun à l'ordre économique qui sera établi.

Le problème de la liberté et de la sécurité dépend à de nombreux égards de la structure de l'Etat. La stabilité de la monnaie ne peut être garantie que grâce à une politique économique conforme aux objectifs fixés. Les salaires doivent être déterminés selon une échelle établie dans chaque profession par des spécialistes de l'organisation du travail. Les résultats de la rationalisation doivent conduire à une baisse des prix. Si elle aboutissait, en outre, à une augmentation générale des salaires, le prix les produits agricoles devrait automatiquement monter, afin de provoquer une égalité de droit entre l'agriculture et l'industrie. Le monde doit être divisé en grands marchés unitaires et une collaboration doit être organisée entre ces marchés afin de conduire à un équilibre et de protéger la stabilité de la monnaie garantie par le fonctionnement du marché intérieur contre toute crise ou pression provenant du dehors. La collaboration des forces économiques est et demeure le principe fondamental de toute politique économique saine.

(*A suivre*).

PER ENGDAHL.

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS

— Maurice BARDECHE : La Conférence de Berlin.

— Pierre FONTAINE : La baisse de l'or, arme secrète de Moscou.

— Jean MAYENNE : Les dessous de l'aaffire White.

— Colonel XXX : Y a-t-il encore une armée française ?

NOUVELLES EUROPENNES, NOUVELLES DE POLITIQUES

Une déclaration du bureau de liaison du *Mouvement Social Européen*. — Une réunion d'études du *Nazione Sociale*, à Milan. — Le prochain Congrès du M.S.I. — Le *Contre-Memoriale*, de Bruno Spampanato. — L'obscurantisme s'étend sur l'Europe.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

— Victor BARTHELEMY : Continuité de la politique soviétique.

— Per ENGDAHL : Eléments d'une nouvelle idéologie.

LA

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente — PARIS (VIe)

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs.
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois : 700 fr. ; 3 mois : 400 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs.

Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS » 35, rue Cortambert - Paris (XVIe)) — C.C.P. 218-219, Paris.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.
Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY.
53, rue de la Procession, Paris (15e). Dépôt légal 4-53.

53.